



COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL  
PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL  
COMITÉ PERMANENTE INTER-ESTADOS DE LUTA CONTRA A SECA NO SAHEL  
اللجنة الدائمة المشتركة لمحاربة التصحر في الساحل

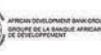


Bénin Burkina Faso Cap Vert Côte d'Ivoire Gambie Guinée Guinée Bissau Mali Mauritanie Niger Sénégal Tchad Togo

# INSTITUT DU SAHEL

## RAPPORT ANNUEL 2018

Nos partenaires



Rapport annuel 2018  
de l'INSAH



# UN AUTRE SAHEL EST POSSIBLE

WWW.CILSS.INT

6 pays + 3 pays + 4 pays = 13 Etats membres

1973 : Création du CILSS, comme une réponse politique sous régionale aux effets combinés de la sécheresse, de la désertification et de la dynamique des populations humaines et animales

## Le CILSS : c'est 3 = 1



### Organes statutaires :

Sommet des Chefs d'Etats ;  
Conseil des Ministres ;  
Comité Régional de Pilotage, de Programmation et de Suivi (CRPS) ;  
Conseil de Direction.

### Dispositifs de planification:

Plan stratégique 2020 ;  
Plans de Travail quinquennaux (PT) ;  
Plans Opérationnels Annuels (POA),

### Dispositifs pour l'opérationnalisation des POA :

5 Programmes Régionaux d'Appui (PRA)

### Dispositifs de management :

4 Unités d'Appui aux Managements (SE; AFC; GRH et CID)



Secrétariat Exécutif,  
siège social de l'institution, basé à  
Ouagadougou au Burkina Faso



Centre Régional AGRHYMET  
basé à Niamey, au Niger



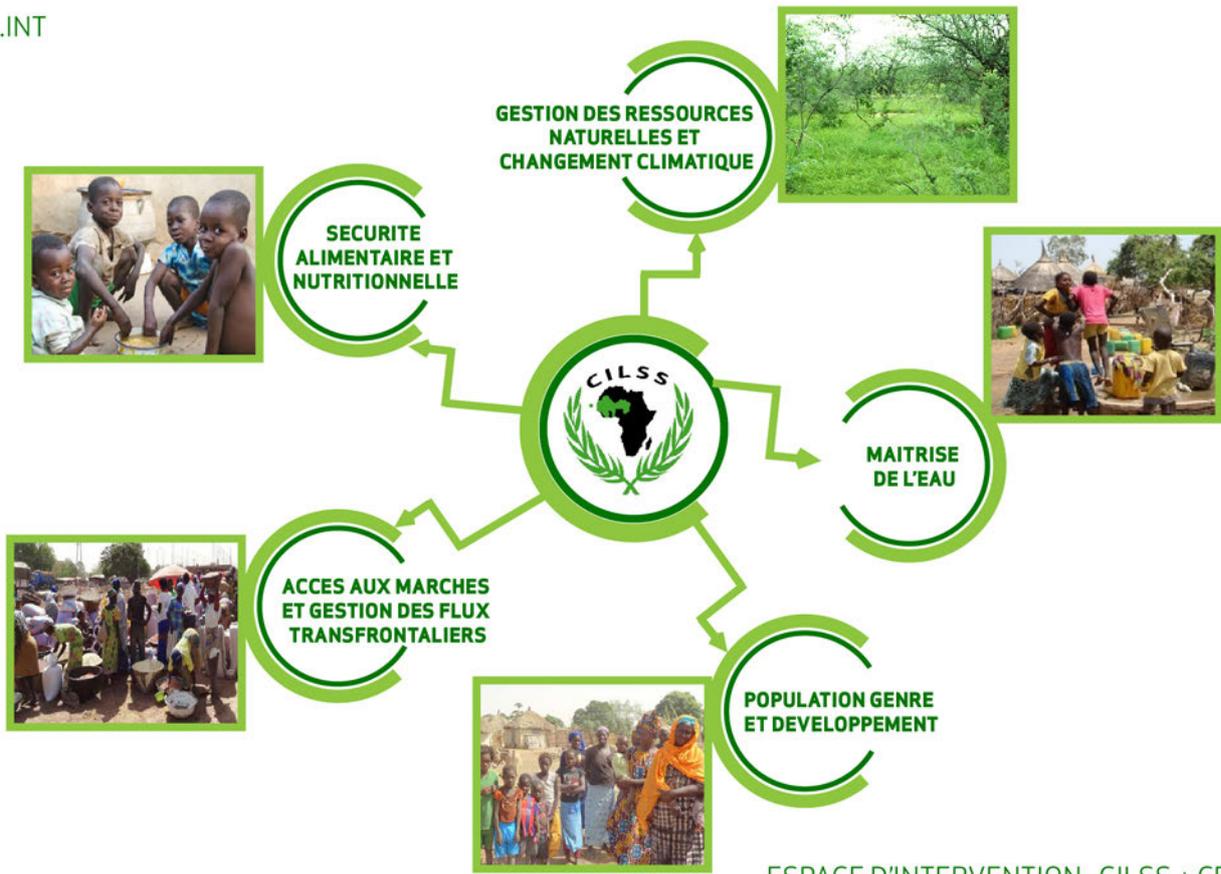
Institut du Sahel, basé à Bamako au Mali



UN AUTRE SAHEL  
EST POSSIBLE

WWW.CILSS.INT

## 5 GRANDS DOMAINES D'INTERVENTION DU CILSS



ESPACE D'INTERVENTION : CILSS + CEDEAO  
ENORMES SOLLICITATIONS DES ETATS MEMBRES.



COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL  
PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL  
COMITÉ PERMANENTE INTER-ESTADOS DE LUTA CONTRA A SECA NO SAHEL  
اللجنة الدائمة المشتركة لمحاربة التصحر في الساحل



## INSTITUT DU SAHEL (INSAH)

**Création : 11 septembre 1976**

Type d'institution : Institut spécialisé du CILSS,  
Etablissement public inter-étatique doté de la  
personnalité juridique et de l'autonomie financière

**Vision :**

« Contribuer à assurer l'accès de tous les sahéliens et sahéliennes, à tout moment, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active à l'horizon 2020 ».

**Mission :**

« Favoriser et faciliter les échanges entre les systèmes nationaux qui interviennent dans le domaine de la recherche (agricole, population et développement) pour impulser une dynamique de coopération et proposer des actions catalytiques soutenant une agriculture productive et une meilleure gestion des ressources naturelles en vue de créer les conditions d'une production durable et compétitive ».

### ✓ Un mandat sous régional pour répondre aux besoins et au centre d'intérêt des populations du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest en matière de :

- l'Agriculture ;
- la Sécurité Alimentaire et nutritionnelle ;
- les Marchés des produits agricoles et agroalimentaires ;
- la Population et le développement ;
- le Dividende démographique et les politiques de population ;
- le Changement climatique et la résilience des populations ;
- les Semences, la Biosécurité, la Protection des cultures et les Pesticides ;
- l'Information Scientifique et Technique (IST) agricole ;
- le Genre et l'Autonomisation des femmes.

Rapport annuel 2018

## ACRONYMES ET ABREVIATIONS

- **AFD** : Agence Française de Développement
- **ANO** : Accord de Non Objection
- **BAD** : Banque Africaine de Développement
- **CEDEAO** : Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- **CILSS** : Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
- **CIRAD** : Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le développement
- **CH** : Cadre Harmonisé
- **CLCPRO** : Commission de lutte contre le Criquet Pèlerin dans la Région Occidentale
- **COAHP** : Comité Ouest Africain d'Homologation des pesticides
- **COFENABVI-AO** : Confédération Des Fédérations Nationales De La Filière Bétail Et Viande D'Afrique De L'Ouest
- **CORAF** : Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles
- **CORPAO** : Conférence Régionale sur les Opportunités d'échanges de Produits Agricoles et Agroalimentaires dans le sahel et en Afrique de l'Ouest
- **CPAC** : Comité des Pesticides d'Afrique Centrale
- **CNGP** : Comités Nationaux de Gestion des Pesticides
- **CNLCP** : Centre National de Lutte contre le Criquet Pèlerin
- **CRSPA0** : Comité Régional des Semences & Plants de l'Afrique de l'Ouest
- **CRPS** : Comité Régional de Programmation et de Suivi
- **CSP** : Comité Sahélien des Pesticides
- **DG** : Directeur Général
- **DQA** : Data Quality Assessment
- **DON** : Don (donner)
- **DREAM** : Département Etudes et Recherches en Agriculture, Environnement et Marchés
- **DRIAR** : Département Etudes et Recherches les Intrants Agricoles et les Réglementations
- **FAO** : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation
- **F.N.C.PT/BF** : Fédération Nationale des Coopératives des Producteurs de tomate du Burkina Faso
- **IDG** : Infrastructure de Données Géographiques
- **IFPRI** : International Food Policy Research Institute
- **MIS2G** : Market Information System (Systèmes d'Information sur les Marché (SIM)) de deuxième Génération
- **ONG** : Organisation Non Gouvernementale
- **PACER** : Programme d'Appui aux Centres d'Excellence Régionaux
- **PARIIS/SIIP** : Programme Régional d'Appui à l'Initiative Irrigation au Sahel
- **PGES** : Plan de Gestion Environnementale et Sociale
- **PZRS** : Programme Régional de Renforcement de la Résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel
- **PFNL** : Produits Forestiers Non Ligneux
- **POA** : Plan d'Opération Annuel
- **PPM** : Plan de Passation des Marchés
- **PRA** : Programme Régional d'Appui
- **PRODAF** : Projet de Développement de l'Agriculture Familiale
- **PT** : Plan de Travail
- **PTBA** : Plan de Travail et Budget Annuel
- **PTF** : Partenaires Techniques et Financiers
- **RA** : Recherche-Action
- **RESIMAO** : Réseau des Systèmes d'Information des Marchés en Afrique de l'Ouest
- **SAN** : Sécurité Alimentaire (SA) et Nutritionnelle
- **SAP** : Systèmes d'Alerte Précoce
- **SE** : Secrétaire Exécutif
- **SIGEPAO** : Système de Gestion des Pesticides en Afrique de l'Ouest
- **SYSCOA** : Système Comptable Ouest Africain
- **PRAPS** : Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
- **SIG** : Système d'Information Géographique
- **SIM** : Système D'Information sur les Marchés (Market Information System (MIS))
- **SNV** : Organisation Néerlandaise de Développement
- **SWEDD** : autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel
- **TDR** : Termes de Références
- **TTL** : Task Team Leader
- **UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

## PREFACE



Ayant en permanence le souci de fournir à ses partenaires et à son public cible des informations touchant l'ensemble de ses activités, l'INSAH élabore chaque année un rapport récapitulant les principaux résultats obtenus. Le présent rapport consacré aux résultats de l'INSAH de l'année 2018 relève de cette démarche. Il intègre les activités des deux programmes régionaux d'appui basés à l'INSAH (Accès aux Marchés & Population, Genre et Développement), des trois départements techniques, des unités d'appui et celles de la coordination et du management.

En terme qualitatif, on peut affirmer que les résultats obtenus en 2018 par l'INSAH sont globalement satisfaisants. Il s'agit entre autres :

- du processus d'élaboration et de validation des dossiers techniques relatifs aux réglementations en biosécurité, semences et phytosanitaires au compte des populations sahéliennes, des partenaires techniques et financiers et des deux organisations intergouvernementales d'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, UEMOA) ;
- de la finalisation et l'impression d'un catalogue régional des espèces pourvoyeuses de produits forestiers non ligneux (PFNL) nécessaires dans le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des moyens d'existence des ménages vulnérables au Sahel et en Afrique de l'Ouest,
- de la finalisation et l'impression de neuf rapports de recherche issus des enquêtes sur l'intégration de la dimension revenu des ménages dans le suivi de la vulnérabilité urbaine des ménages dans trois pays (Côte d'Ivoire, Ghana, Mali) mises en œuvre par l'INSAH dans le cadre du Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PASANA0), piloté par la CEDEAO et financé par l'AFD.

L'INSAH apporte ainsi sa contribution à l'atteinte des objectifs du Plan de travail 2015 – 2019 du CILSS et anticipe le positionnement du CILSS en tant que prescripteur et maître d'ouvrage des politiques de Sécurité Alimentaire (SA) et de Développement Durable en Afrique de l'Ouest.

Aussi, la poursuite de la prise en charge par le gouvernement du Mali des frais de location du site de l'INSAH depuis sa création le 11 septembre 1976 témoigne d'un intérêt certain du Mali et des autres pays membres vis-à-vis du CILSS.

Je ne saurais terminer mon propos sans remercier très sincèrement tous nos partenaires techniques et financiers pour leurs appuis à l'INSAH. Mes remerciements vont également à toutes celles et à tous ceux qui, par leurs critiques et suggestions, nous ont aidé à améliorer cet outil d'information qui leur est destiné.

Dr Mohamed Abdellahi EBBE  
Directeur Général de l'Institut du Sahel

## RESUME EXECUTIF

Ce rapport fait le point des réalisations et acquis de l'INSAH au cours de l'année 2018 qui s'inscrivent dans la contribution globale de l'institut à l'exécution du Plan d'Opération 2018 du système CILSS pour la période d'exécution de Janvier à Décembre 2018. Il met l'accent sur les taux d'exécution des extrants attendus par Département mais aussi sur les principaux événements majeurs que l'institution a vécus au cours de l'année 2018.

Le contexte de réalisation des engagements de l'Institut du Sahel a été caractérisé par une réduction sensible des capacités opérationnelles de certains départements avec la réduction de l'effectif du Département Etudes et Recherches en Agriculture, Environnement et Marchés (DREAM) suite à la démission du Chef de ce Département, ainsi que la réduction de certains financements qui n'ont pas permis de maintenir certains experts à leur poste.

L'année 2018 a aussi été marquée au niveau de l'institution par une faiblesse de mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des activités. Cela s'est traduit par un taux d'exécution physique des activités qui n'était que de 35% des activités planifiées.

Cependant, malgré ce taux, des acquis importants sont à noter au cours de cette année 2018 parmi lesquels on peut noter :

- 1.** La tenue de la 42ème et la 43ème sessions du Comité Sahélien des Pesticides (CSP) qui ont permis la révision et la publication de la liste globale des pesticides autorisés par le CILSS qui compte 432 spécialités commerciales après la révision intervenue après 43ème session ;
- 2.** La finalisation et l'impression d'un catalogue régional des espèces pourvoyeuses de produits forestiers non ligneux (PFNL) de la zone sahéenne et soudanienne d'Afrique de l'ouest. Ce catalogue offre aux lecteurs des fiches descriptives portant, entre autres, sur le *Vitellaria paradoxa* ou karité (pulpe, noix et chenille), le *Parkia biglobosa* ou néré (pulpe et graine), *Andasonia digitata* ou le baobab (feuille et pulpe), *Balanites aegyptiaca* ou le dattier du désert (pulpe et noix) ;
- 3.** La mise en place des activités du PACER-UEMOA ainsi que la suite des enquêtes de suivi conjoncturel de la vulnérabilité et la finalisation des rapports de ces enquêtes au Mali, en Côte d'Ivoire et au Ghana.

L'expertise de l'INSAH a aussi été fortement impliquée dans les autres activités et rencontres stratégiques de l'ensemble du système CILSS.

## INTRODUCTION

L'Institut du Sahel (INSAH) est une institution spécialisée qui a pour mission de coordonner, harmoniser et promouvoir les actions de recherche agro-socio-économique et sur la population / développement dans les Etats membres du CILSS. En se référant à cette mission, il participe au niveau des interventions du CILSS à l'atteinte des résultats globaux et des objectifs en contribuant à apporter des réponses à des questions spécifiques à sa mission au sein du système CILSS. Ces actions s'inscrivent dans la mise en œuvre du Plan d'Opération annuel du système CILSS et rentrent dans le cadre de l'opérationnalisation de son Programme de Travail 2015-2019.

Le présent rapport annuel fait le point de l'état de mise œuvre des activités qui sont du domaine d'intervention de l'INSAH inscrites dans le plan d'opération annuel 2018 de l'ensemble du système CILSS adopté par les instances du CILSS en 2018. Il couvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2018 en vue d'informer les Responsables du CILSS et ses partenaires du niveau d'exécution physique ainsi que des contraintes rencontrées et des leçons apprises pour améliorer les performances du CILSS.

Les activités mises en œuvre concernent les six axes stratégiques du Programme de Travail 2015-2019 à savoir :

1. la Sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN),
2. la Gestion des Ressources Naturelles et Changement Climatique (GRN/CC),
3. la Maitrise de l'Eau,
4. l'Accès aux Marchés et la Gestion des flux transfrontaliers,
5. la Population, le Genre et Développement et
6. le Management et Leadership.

Le rapport tient compte de l'ensemble des activités conduites par les départements de l'INSAH.

C'est un rapport qui fait le point des niveaux d'exécution annuels du Plan Opérationnel 2018 par département et décrit de manière détaillée les principaux acquis au cours de cette année 2018.

### PRINCIPAUX ACQUIS EN 2018

Les acquis au cours de cette année 2018 s'inscrivent dans des résultats globaux attendus du système CILSS tels que formulés dans le Plan Opérationnel 2018.

Cependant en tenant compte des domaines d'interventions clés de l'INSAH et aux regards de sa mission au sein du système CILSS, on peut spécifier les acquis importants de cette année 2018 par département qui ont en charge certains domaines spécifiques de la recherche au sein de l'Institut du Sahel.

Les acquis sont donc présentés par Département en relation avec les engagements annuels

## RESULTATS COMMENTES SUIVANT LES PROGRAMMES DE L'INSAH

Les résultats au cours de cette année 2018 extraits des résultats globaux attendus du système CILSS tels que planifiés dans le Plan Opérationnel 2018.

### Etudes & Recherches sur les Intrants et les Règlementations (DRIAR)

- ✓ La diffusion des intrants agricoles homologués est accrue au Sahel et en Afrique de l'Ouest
  - L'appui à l'homologation régionale des pesticides au Sahel et en Afrique de l'Ouest
  - La mise en œuvre de la réglementation régionale semencière harmonisée au Sahel et en Afrique de l'Ouest

### Etudes & Recherches en Agriculture, Environnement et Marchés (DREAM)

- ✓ L'information climatique est régulièrement produite et diffusée
  - Valoriser les produits forestiers non ligneux (PFNL) à haute valeur nutritive
  - La préparation du Programme Régional d'Appui à l'Initiative Irrigation au Sahel (PARIIS/SIIP)

### Programme Régional d'Appui d'Accès aux Marchés (PRA AM) Marchés et flux transfrontaliers

- ✓ Les informations sur les marchés, les flux transfrontaliers et les entraves au commerce sont diffusées régulièrement

- ✓ Les acteurs privés des marchés sont informés sur les instruments et outils des politiques régionales de commerce
- ✓ Les transactions commerciales sur les produits agricoles, agro-alimentaires et le bétail sont renforcées dans l'espace Sahel et Afrique de l'Ouest

### Programme Régional d'Appui en Population, genre et Développement (PRA Pop - Genre -Dev) Etudes & Recherches en Population, genre et Développement (CERPOD)

- ✓ Les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation d'un mécanisme de coordination, d'analyse et de résolution des problèmes de population pour accélérer la transition démographique et la capture du dividende démographique sont renforcées
- ✓ Les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest sont appuyés dans la conception et dans la mise en œuvre d'outils et de dispositifs Enquêtes urbaines de conjoncture et de l'Analyse de l'Economie des Ménages (Household Economy Analysis (HEA)) pour intégrer la dimension « revenu des ménages » dans le suivi de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire



## DRIAR

Département d'Etudes & Recherches sur les Intrants et les Règlements

### Harmoniser les politiques nationales sur les intrants agricoles

✓ Appuyer à la mise en œuvre des politiques de développement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest à travers la mise en œuvre des Réglementations harmonisées sur les semences et sur l'homologation des pesticides.

- Réglementation phytosanitaire et protection intégrée des végétaux ;
- Semences, Biosécurité, Protection des cultures et Propriété Intellectuelle;
- Système de production durable et Réglementation des Engrais.

## Résultat attendu : La diffusion des intrants agricoles homologués est accrue au Sahel et en Afrique de l'Ouest

### L'appui à l'homologation régionale des pesticides au Sahel et en Afrique de l'Ouest :

Dans le cadre de la production des instruments régionaux de gestion des pesticides, les deux sessions ordinaires du Comité Sahélien des Pesticides (CSP) se sont tenues du 21 au 26 mai 2018 pour la 42ème session ordinaire et du 19 au 24 novembre 2018 pour la 43ème session ordinaire. Cent (100) demandes d'homologation de pesticides ont été enregistrées à la 42ème session et cent dix-neuf (119) à la 43ème session. Quarante et cinq (45) autorisations de mises sur le marché de pesticides ont été accordées à la 42ème session dont 17 nouvelles contre 60 à la 43ème session dont 24 nouvelles. La tenue de ces sessions a permis la révision et la publication de la liste globale des pesticides autorisés par le CILSS qui compte 432 spécialités commerciales après la révision intervenue après 43ème session.

Pour la mise en œuvre de la réglementation commune aux Etats membres du CILSS sur l'homologation des pesticides, tous les 13 Etats membres du CILSS ont bénéficié d'un appui : i) Huit (8) de ces pays (tous membres de l'UEMOA) ont reçu un appui catalytique pour la mise en œuvre d'activités pour la gestion des pesticides, soumis par leur Comité Nationaux de Gestion des Pesticides (CNGP), dans le cadre du programme collaboratif entre le CILSS et l'UEMOA ; ii) Deux (2) pays (la Gambie et le Tchad) sur les trois (03) prévus, ont bénéficié d'un appui technique et financier du CILSS, pour démarrer le processus de mise en place et de réforme de leur CNGP à travers le financement du projet GCP/INT/147/GFF ; iii) La République de Guinée,

quant à elle, a bénéficié de l'appui financier et technique du CILSS pour l'installation officielle de son CNGP en avril 2018 ; iv) L'implication du CILSS dans la mise en œuvre du projet mesure de l'impact du processus de la collecte des données au niveau national à la prise de décision financé par l'UE et exécuté par la FAO/convention de Rotterdam, a permis d'apporter un appui aux CNGP du Cap Vert et de la Guinée Bissau au cours de l'année 2018.

L'accord de coopération dans le domaine des pesticides signé entre le la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS en septembre 2017 présentait quelques faiblesses relevées par les Etats au cours de la réunion de concertation pour la mise en place du COAHP organisée à l'occasion de la tenue des travaux de la 41ème session du CSP en novembre 2017. A cette occasion, les participants ont adopté une feuille de route dans laquelle, figurait la correction des faiblesses relevées dans l'accord de coopération signé. L'année 2018 a été marquée par la correction de ces faiblesses et le document a été signé en juin 2018 par la CEDEAO et l'UEMOA et en août 2018 par le CILSS. Ce document final est disponible et a été transmis aux pays membres du CILSS par le Secrétariat Exécutif de l'Institution.

Cependant, les 5 projets de textes complémentaires pour le fonctionnement du COAHP n'ont pas pu être réalisés dû aux faibles progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'accord de coopération en 2018, au niveau institutionnel. Néanmoins, différentes activités ont été conduites dans ce cadre, même si elles n'ont pas permis de délivrer les

extrants attendus. Il s'agit de :

- ☑ La tenue de la réunion de concertation inter institutionnelle pour la mise en place du COAHP tenue à Niamey en février 2018 et qui a regroupé l'UEMOA et le CILSS (la CEDEAO empêchée a donné son accord pour la tenue de cette réunion) ;
- ☑ L'organisation de 2 réunions de concertation des Etats pour la mise en place du COAHP en mai et novembre 2018, à l'occasion de la tenue de la 42ème et de la 43ème session ordinaire du CSP.

### **La mise en œuvre de la réglementation régionale semencière harmonisée au Sahel et en Afrique de l'Ouest s'est faite à travers :**

- ☑ L'édition de la version française du catalogue régional des espèces et variétés végétales en 1000 exemplaires et leur distribution au niveau des Etats et partenaires lors des évènements concernant les semences.
- ☑ Un plaidoyer auprès de la CEDEAO et l'UEMOA a abouti à la signature des conventions tripartites CEDEAO-CILSS-UEMOA sur les trois règlements communautaires sur les intrants agricoles (pesticides, semences, engrais).







## DREAM

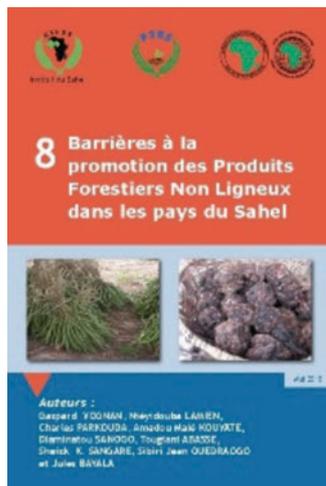
Département d'Etudes & Recherches en Agriculture, Environnement et Marchés

**✓ Promouvoir, harmoniser et coordonner la recherche scientifique en vue de contribuer à l'intégration régionale, dans les domaines de la Sécurité Alimentaire, Lutte Contre la Désertification (LCD), Maîtrise de l'eau et la Dynamique des Marchés.**

- Agriculture et sécurité alimentaire ;
- Maîtrise de l'eau ;
- Gestion des Ressources naturelles et Environnement ;
- Changement climatique et Résilience ;
- Marchés et Politiques Agricoles.

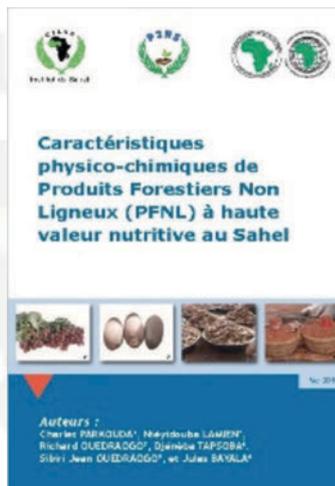
## Résultat attendu : L'information climatique est régulièrement produite et diffusée

Valoriser les produits forestiers non ligneux (PFNL) à haute valeur nutritive



L'année 2018 a été celle de vulgarisation des résultats des travaux effectués dans le cadre de la promotion des PFNL avec l'appui du P2RS. Un catalogue régional des espèces pourvoyeuses de produits forestiers non ligneux (PFNL) de la zone sahélienne et soudanienne d'Afrique de l'ouest et du Sahel a été élaboré et édité. Ce catalogue offre aux lecteurs des fiches descriptives portant sur le *Vitellaria paradoxa* ou

karité (pulpe, noix et chenille), le *Parkia biglobosa* ou néré (pulpe et graine), *Andersonia digitata* ou le baobab (feuille et pulpe), *Balanites aegyptiaca* ou le dattier du désert (pulpe et noix). En plus de ce catalogue, une étude sur les barrières de valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) d'intérêt alimentaire dans les pays sahéliens a été réalisée.

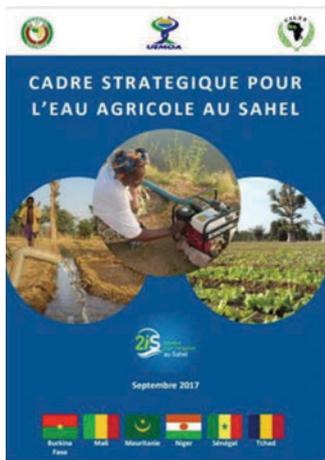


Dans le cadre de la valorisation des produits forestiers non ligneux à haute valeur nutritive, une étude sur les barrières à la valorisation des PFNL d'intérêt alimentaire et nutritionnel a été réalisée autour des espèces suivantes : *Vitellaria paradoxa*, *Parkia biglobosa*, *Tamarindus indica*, *Moringa oleifera*, *Acacia senegal*, *Ziziphus mauritiana*, *Saba senegalensis*, *Lannea microcarpa*, *Detarium*

*senegalensis*, *Borassus sp* et *Balanites aegyptiaca*. L'analyse des caractéristiques physico-chimiques des PFNL a révélé que les produits forestiers non ligneux peuvent contribuer à la lutte contre la malnutrition et à la plupart des maladies liées aux carences nutritionnelles dans les pays du sahel.

## Résultat attendu : L'information climatique est régulièrement produite et diffusée (suite)

La préparation du Programme Régional d'Appui à l'Initiative Irrigation au Sahel (PARIIS/SIIP)  
<http://pariis.cilss.int/>



L'INSAH avait, dans le cadre d'un accord avec la coordination régionale, en charge la production de documents stratégiques pour servir à la mise en œuvre d'un Cadre Régional de Gestion des Connaissances et d'un Fonds de Recherche - Action pour l'Amélioration de l'Agriculture Irriguée et des Technologies d'irrigation au Sahel au bénéfice de toute ses parties prenantes, ainsi

que l'accompagnement de la coordination régionale dans la rédaction du Manuel de Mise en Œuvre du Projet (MMOP). Dans le cadre de cet accord l'INSAH avait produit et soumis à la Coordination Régionale, en fin 2016 : 1) Un Manuel de procédure de Gestion du Fonds Compétitif de Recherche-Action pour l'Amélioration de l'Agriculture Irriguée et des Technologies d'irrigation au Sahel et 2) Un manuel de mise en œuvre du cadre de Gestion de Connaissances du PARIIS.

Ainsi, les activités menées dans le cadre du PARIIS au cours de l'année 2018 sont les suivantes :



- ✓ Participations aux rencontres de concertation entre la coordination régionale, la Banque Mondiale, les Points Focaux Nationaux, la FAO, dans le cadre de la finalisation du protocole d'accord ;
- ✓ Productions de documents d'appui à la coordination régionale du PARIIS à travers :
  - La Production du Manuel d'appui à la mise en œuvre du cadre de Recherche-Action.
  - Production du Manuel de mise en œuvre du Programme Régional de Génération et de Partage de Connaissances du PARIIS.

L'appui à la rédaction du Tronc Commun du Manuel de Mise en Œuvre Globale du Projet (MMOP). Cet appui a consisté à définir un tronc commun de Gestion de connaissances (GC) et de recherche-action (RA) qui sera intégré dans les différents documents de projet pays.

## MARCHES ET FLUX TRANSFRONTALIERS



### Programme Régional d'Appui Accès aux Marchés



Marché de Tessaoua, Niger, 2017

## Résultat attendu: Les informations sur les marchés, les flux transfrontaliers et les entraves au commerce sont diffusées régulièrement.

Le volume et la valeur du commerce intracommunautaire captés par les statistiques officielles de toutes les sources semblent encore inférieurs à la réalité régionale. Afin de rendre disponibles les informations sur les marchés, les flux transfrontaliers et les entraves au commerce, le CILSS a mené plusieurs actions au cours de l'année 2018 portant sur la collecte des données et la mise en œuvre des recommandations du Data Quality Assessment (DQA) 2017.

**La collecte des données :** Sur la base d'une méthodologie rigoureuse, le PRA-Marchés du CILSS met en œuvre un système régional de collecte journalière du volume et la valeur des flux transfrontaliers des produits agricoles, halieutiques et du bétail le long des corridors commerciaux. Le CILSS conduit également des activités de renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur. La collecte est réalisée par les enquêteurs d'organisations faitières dont les membres œuvrent dans le commerce transfrontalier.

Au cours de l'année 2018, une cinquantaine de produits et produits dérivés ont été suivis et pris en compte dans la base de données. Il s'agit essentiellement des céréales (mil, maïs, sorgho, riz, fonio et le blé), les légumineuses (soja, arachide, niébé), les racines et tubercules (manioc, ignames et dérivés) et le bétail sur pieds (bovins, ovins, caprins et camelins). Les données qui sont collectées au jour le jour par les organisations faitières, sont transmises au CILSS sur une base mensuelle.

A titre indicatif pour l'année 2018 le volume et la valeur des produits agricoles et du bétail échangés s'élèvent respectivement à 1 300 000 tonnes et 845 547 608 millions \$US.

Le bétail représente 65% de la valeur contre 35% pour les produits agricoles.

En termes de valeur des produits agricoles, nous avons le maïs (22%), l'oignon (18%), le niébé (10%), la cola (8%), le Sorgho (8%) et la tomate (6%).

En terme de valeur du bétail commercialisé, nous avons les bovins (63%), les ovins (34%) et les caprins (3%).

Par ailleurs, le CILSS s'est lancé dans la mise au point d'une plateforme électronique pour la gestion de ces données qui est opérationnelle depuis fin 2018. Cette plateforme électronique permettra de collecter les données directement en utilisant des téléphones portables et de faire remonter ces données au CILSS de façon instantanée. Elle assurera également la diffusion des offres de ventes, des demandes d'achats, les prix des produits ainsi que les coûts des transports sur les principaux corridors.

La migration du dispositif actuel vers la plateforme est essentiellement basée sur les nouvelles technologies en vue d'améliorer la qualité des données. Ce dispositif de seconde génération garantit une disponibilité en temps réel des données et offre un système de contrôle qualité des données plus fiables.

Le dispositif conserve tous les avantages de la méthode actuelle et permet de garder une certaine homogénéité avec diverses sources de données (SPSS, Excel, etc.).

La nouvelle approche ne change pas radicalement le mode de collecte actuelle. Toutefois, la carte de circulation des informations devra s'adapter aux nouveaux outils de collecte. Les changements majeurs seront :

- L'utilisation des Smartphones en remplacement des fiches de collecte ;
- L'enregistrement en temps réel de la position de l'enquêteur pour les besoins de contrôle qualité des données ;
- La validation et la publication instantanée des informations à travers la plateforme web ;
- L'utilisateur d'un CLOUD pour le stockage des données.

Etant donné qu'ils sont deux collecteurs par point, le Smartphone sera donné au plus approprié. Le logiciel est disponible (français, anglais) et est téléchargeable sur Play Store sous le nom de «agrictrade». Le manuel d'utilisation est disponible (Français, anglais). La formation des points focaux est en cours. Il y aura deux niveaux de support technique. Le premier sera fait par les points focaux et le deuxième niveau sera fait par le personnel du CILSS. Le personnel informatique du CILSS est en permanence sur le support technique où qu'il soit et à tout moment grâce au système sur le Cloud.

Supervision de la collecte des données : Dans le cadre des missions de supervision pour la vérification/validation des données et d'appui aux organisations faitières, le CILSS a réalisé en Juin 2018, une mission de formation, de

supervision et d'appui aux acteurs des corridors Tahoua-Sokoto, Maradi-Katsina-Kano, Zinder-Daura-Kano, Zinder-Magaria-Kano sur lequel sont commercialisés les produits agricoles et du bétail.

Au cours de cette mission, les experts du CILSS ont formé les collecteurs et points focaux sur la méthodologie de collecte des données des flux transfrontaliers et de gouvernance routière. En outre, des vérifications, ont été effectuées aux différents points de collecte pour s'assurer de la qualité des données.

**Mise en œuvre des recommandations du DQA 2017 :** En Mars 2017, le CILSS et l'USAID ont conduit un Data Quality Assessment des données collectées dans le cadre du suivi des flux transfrontaliers le long de certains corridors avec pour objectif de valider la qualité des données qui ont été rapportées en 2015 et 2016. Ce DQA qui a été fait conjointement avec les consultants extérieurs de ASSES (Analytical Support Services and Evaluations for Sustainable Systems Project) a abouti à la production d'un rapport contenant des principales observations sur le processus de collecte des données, les forces et les faiblesses du dispositif de suivi des données intra-régionales et la formulation d'une quinzaine de recommandations.

Au cours de l'année 2018, 11 sur 15 recommandations ont été mises en œuvre soit un taux d'exécution de 73%. Celles qui n'ont pu être mises en œuvre nécessitent des ressources financières importantes et portent sur :

- Conduire des missions de supervision terrain dans tous les points de collecte. Ceci a été partiellement fait pour le Ghana et la Côte d'Ivoire ;

- Equilibrer le nombre de points de collecte et de marchés pour tous les points focaux ;
- Satisfaire les revendications sociales des collecteurs de données ;
- Accroître la visibilité du CILSS sur le terrain.

Pour renforcer les capacités des SIM nationaux, le CILSS a organisé en mai 2018, dans la salle de conférence de l'Institut des Technologies Alimentaires de Dakar au Sénégal, un atelier de formation sur les systèmes d'information de marché (MIS) de deuxième génération (MIS2G) et l'analyse de la sécurité alimentaire et des processus de migration MIS2G pour les acteurs du marché. Cet atelier, organisé avec le soutien financier du projet P2RS, avait pour objectif de renforcer les capacités des systèmes d'information de gestion de la région en matière d'analyse de la sécurité alimentaire et de leur transfert vers MIS2G. Le développement des plateformes MIS2G reposera sur une approche systémique de la synchronisation des plateformes nationales avec les plateformes régionales. Cette approche décentralisera les opérations de collecte de données au niveau national (pays) et favorisera l'augmentation qualitative et quantitative de l'information sur les plateformes régionales. Pour cela, 15 modules seront développés.

Le CILSS a également organisé entre septembre et octobre 2018, à Lagos, au Nigéria, une formation qui a regroupé 15 participants dont 3 femmes (des points focaux et des collecteurs de données du groupe anglais : Nigéria et Ghana) sur l'utilisation et l'exploitation de la future plateforme de collecte de données **AGRICTRADE** sur le commerce électronique. Cette formation visait à

répondre aux recommandations du DQA. Cette formation a été dispensée par l'expert en informatique et l'expert en flux transfrontaliers et en gouvernance routière.

En décembre 2018, un autre atelier de formation pour les formateurs du premier groupe francophone sur la gestion électronique de la plateforme de collecte de données transfrontalière électronique a été organisé en Côte d'Ivoire. Elle a réuni vingt-trois participantes, dont trois (03) femmes d'organisations partenaires de la collecte de données, à savoir **COFENABVI-AO**, **UCOVISA**, **FESYTRAT**, **Mile12**, **APLS** et **CCR-B**; les acteurs **COLA** et **ONION**, le Service statistique national, les partenaires CILSS du ProDAF-FIDA et d'Afrique Verte Niger.

Pour documenter les flux transfrontaliers, le P2RS a réalisé deux études sur les échanges commerciaux et l'impact des conflits sur le fonctionnement des marchés nationaux et régionaux de produits céréaliers des différents pays du Sahel. Il ressort de cette étude que le circuit de commercialisation et le commerce de bétail demeurent marqués par :

- une faible structuration et une insuffisance d'organisation, une lourdeur, une complexité et un coût assez élevé ;
- un mécanisme de règlement rudimentaire dans les transactions commerciales ;
- le rôle prépondérant des intermédiaires (dilani) dans le processus de fixation du prix et la timidité du secteur bancaire dans le financement de la commercialisation des produits de l'élevage compte tenu des risques jugés trop élevés.

Pour ce qui est de l'étude d'impact des conflits, elle a permis de caractériser les conflits dans la bande sahélienne, d'identifier leurs zones de survenances régulières, de relever les acteurs et les marchés les plus affectés par ces conflits et enfin de proposer un plan d'actions budgétisé en vue de contribuer à leurs cessations progressives.

Le CILSS s'est investi dans l'intégration ("internationalisation") des données des flux transfrontaliers dans les bases du commerce extérieur de la CEDEAO/UEMOA et de ses Etats Membres. En effet le cadre méthodologique du CILSS sur les flux transfrontaliers permet la collecte régulière de données sur certains types de produits, ce qui pourrait permettre une meilleure estimation du commerce transfrontalier.

L'introduction de ces résultats dans les bases de données nationales sur le commerce extérieur des États membres devrait accroître le niveau des échanges intracommunautaires des États membres.

C'est ainsi qu'en septembre 2018, des experts de la CEDEAO, de l'UEMOA, du CILSS, de l'USAID / Afrique de l'Ouest, de l'IFPRI et de l'IDG ont organisé un atelier technique au Centre africain d'excellence, à Accra, afin d'examiner la qualité des données de marché collectées par le CILSS.

L'objectif général de l'atelier était de permettre aux responsables clés du commerce extérieur des États membres, des commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA et du CILSS d'examiner la possibilité d'intégrer les données collectées par le CILSS dans des bases de

données nationales et régionales sur le commerce extérieur. La mise en place d'un mécanisme permanent permettant de mieux quantifier et d'obtenir des données de qualité sur les flux transfrontaliers constituerait un pas important pour une meilleure prise en compte des statistiques du commerce extérieur au niveau des États membres et du commerce intracommunautaire.

Cela permettra à la région et aux États Membres d'avoir une meilleure estimation du commerce entre les pays de la région et un suivi régulier du commerce entre pays. Ainsi, après des discussions approfondies entre experts, une feuille de route sur l'utilisation des données du CILSS, a été élaborée conformément aux normes statistiques du commerce extérieur.

Il est nécessaire de poursuivre l'intégration des données du CILSS dans les données officielles des pays membres et de passer à une plateforme électronique. Le suivi de l'origine et des points de collecte est essentiel. L'établissement d'une liste exhaustive de produits ainsi que d'une liste de pays aidera à combler les lacunes et à améliorer la collecte de données. Une analyse systématique des données collectées aidera à identifier la volatilité des données à analyser.

Les efforts déployés jusqu'à présent par le CILSS et l'USAID pour améliorer le suivi et l'analyse des données de marché ont été salués pour leur qualité par les participants.

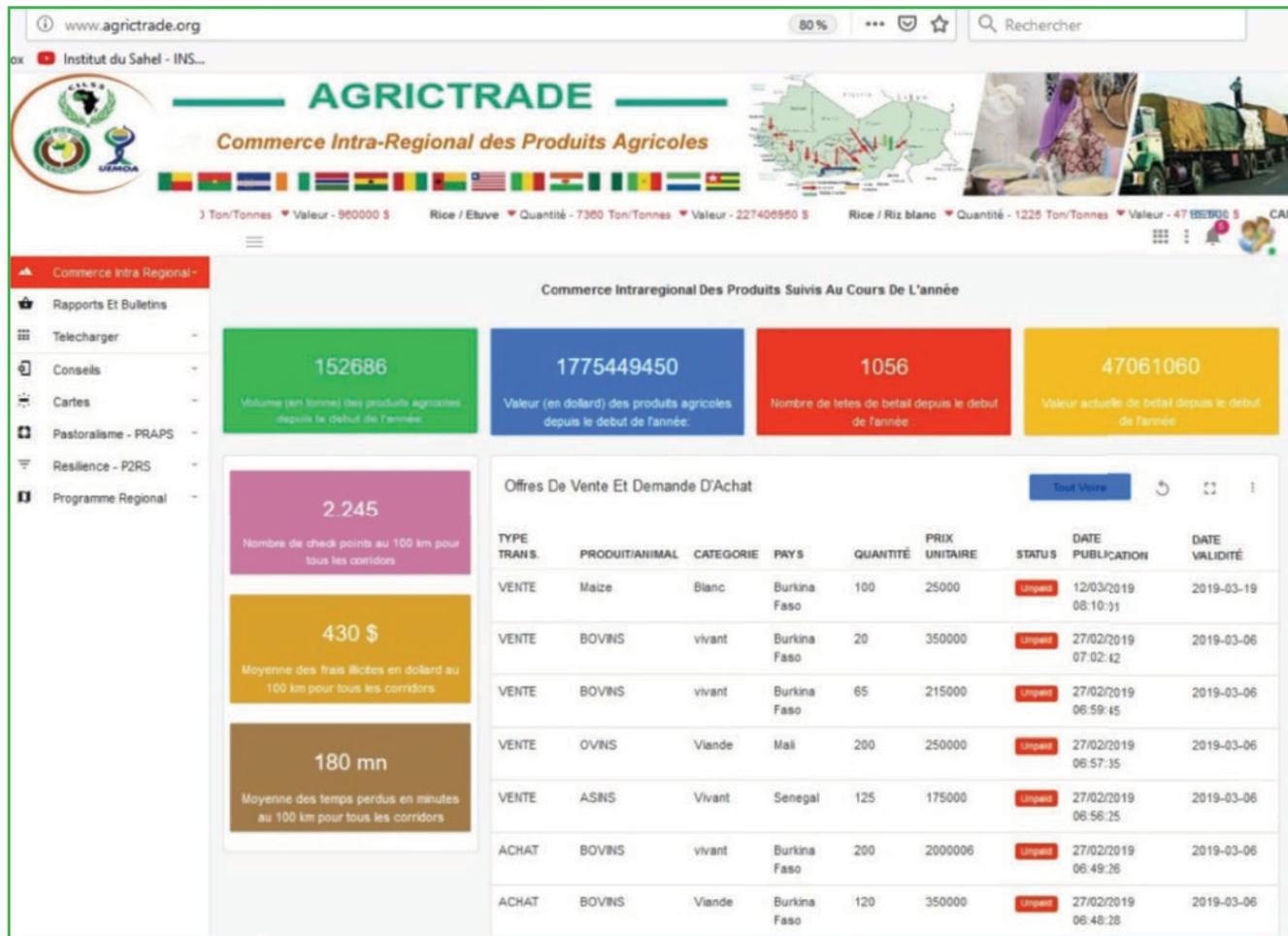
Le CILSS a également renforcé son partenariat sur le suivi des flux des produits agricoles et pastorales et la Gouvernance Routière. En effet en 2017, l'IFPRI a exprimé le souhait d'établir des relations de coopération

et de partenariat avec le CILSS, principalement dans le domaine du commerce et des marchés agricoles. Cela s'est concrétisé par l'établissement d'un protocole d'accord entre les deux institutions en vue de renforcer la méthodologie de collecte de données du commerce et de valoriser scientifiquement et politiquement les données recueillies par le CILSS. Ce partenariat avec IFPRI définit entre autre, la stratégie commune de recherches de financement, de valorisation des produits ainsi qu'un meilleur positionnement du CILSS en tant qu'institution de référence sur les données du commerce régional au sein de la CEDEAO.

La conception et la mise en ligne d'une plate-forme électronique régionale de diffusion d'informations sur les marchés à bétail participe à l'opérationnalisation

des Systèmes d'informations sur les marchés à bétail en cours de mise en place. Elle répond au souci d'intensifier la diffusion des informations sur les marchés à bétail, en vue de combattre les effets négatifs de l'inégal accès à l'information commerciale entre acteurs du marché. Sa réalisation effective a été confiée au Réseau des Systèmes d'Information sur les Marchés Agricoles (RESIMAO) et a été faite sous la forme d'une extension de la plateforme animée par le RESIMAO mais portant uniquement sur les produits vivriers et de rente. Un atelier régional de formation à l'utilisation de cette plateforme a été organisé à Niamey/Niger, du 09 au 12 octobre 2018, qui a regroupé les 6 responsables pays de la composante 3 et 6 administrateurs des plateformes électroniques nationales des SIM-Bétail.





## Résultat attendu : Les informations sur les marchés, les flux transfrontaliers et les entraves au commerce sont diffusées régulièrement (suite).

La mise en ligne effective des informations initialement planifiée pour démarrer le 1er décembre 2018, est attendue au cours du 1er semestre 2019.

Par ailleurs, le CILSS collecte des informations pour documenter quotidiennement des barrières commerciales le long des corridors. Le but étant de documenter la libre circulation des produits agricoles dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest et de contribuer à travers un plaidoyer de haut niveau à la promotion d'un marché régional et à la sécurité alimentaire. Les données collectées grâce à l'appui USAID pour l'année 2018 permettent d'apprécier les entraves à la libre circulation des personnes et des biens :

**Réduction du nombre des barrages routiers :** Sur l'ensemble des corridors suivis par le CILSS dans le sahel et en Afrique de l'Ouest, le nombre total de barrages routiers a connu un accroissement de (5%). De janvier à décembre 2018, ce nombre total est passé à **460 barrages routiers** contre **437 barrages en 2017**, soit (+ 30 points). Comparativement à l'année écoulée, on note une augmentation de points de contrôle sur tous les corridors excepté trois corridors qui ont fait des progrès dans la régression des contrôles routiers. Cette augmentation des points de contrôle s'explique en partie par les questions sécuritaires dans certains pays de la région. Ce qui les a conduits à multiplier le nombre des postes de contrôle pour débusquer d'éventuels terroristes.

**Les corps de contrôles :** 37% des contrôles routières sont le

fait de la police suivi de la douane (26%) de la Gendarmerie (24%) et les autres corps (13%). Le Ghana est le pays où le nombre de contrôle est le plus important avec plus de 75% des contrôles qui sont effectués par la police.

Viennent ensuite le Sénégal où la police et la gendarmerie sont les principaux corps de contrôle, et le Nigéria où les principaux corps de contrôles sont des syndicats et autres. Le Niger avec moins de 10 postes de contrôles est le pays où les contrôles sont les moins fréquents de la sous-région.

**Les paiements illégaux :** Globalement on note un taux d'augmentation de 7%. Sur l'ensemble des corridors, il est passé d'un montant total de \$ 4 351 en 2017 à \$ 4 656 en 2018. Des améliorations sont à noter sur certains corridors. Même s'ils ont connu une amélioration ces paiements illégaux concernent en majorité les corridors à bétail. Sur les autres corridors, il est observé en revanche une augmentation inquiétante des paiements illégaux. La situation est plus inquiétante sur le corridor de **niébé Maradi** (Niger) – **Kano** (Nigeria) avec un taux d'augmentation de **108%** soit (\$ 200) en 2018 contre (\$ 96) en 2017. Il est suivi du corridor **Tahoua** (Niger) – **Sokoto** (Nigeria) avec un taux de **80%** soit (\$ 66) en 2018 contre (\$ 36) en 2017.

**Prélèvements illégaux par corps de contrôle :** Quel que soit le pays considéré, la douane est le corps de contrôle qui réalise les prélèvements illégaux les plus importants avec 49% devant les autres corps (syndicats mairie etc.)

avec 28% ; la police 14% et la gendarmerie 9% du taux de racket. Cependant les pays où les prélèvements illégaux réalisés par la douane sont supérieurs à \$ 100 sont : le Bénin, le Nigeria, le Togo et la Guinée. En ce qui concerne les autres corps (syndicats, mairies etc...), parmi les autres pays, les rackets sont plus élevés au Nigeria et en Côte d'Ivoire avec plus de (\$ 100) en moyenne. Pour la police, parmi les autres pays, les prélèvements illégaux sont plus importants au Nigeria et au Bénin avec plus ou (\$ 50) en moyenne.

A la gendarmerie, la Guinée se distingue des autres pays avec (\$ 50) en moyenne.

**Temps de contrôle routier :** Les chauffeurs/transporteurs et commerçants consacrent énormément de temps dans les contrôles routiers le long des corridors. Au cours de l'année 2018 sur l'ensemble des corridors surveillés on note une réduction de temps de contrôle sur certains corridors. Les réductions les plus importantes ont été observées sur les corridors de : Kano (Nigeria) – Zinder (Niger) avec (-63%) ; et Zinder – Kano (-75%) ; Ouagadougou (BF) – Accra (Ghana) avec (-66%) ; Bouaké (CI) – Niamey (Niger) avec (63%) et du corridor Bama (BF) – Kouri (Mali) avec (-46%). A l'opposé, le corridor Tahoua (Niger) – Sokoto (Nigeria) reste le plus inquiétant avec une variation de plus de (100%). Il faut aussi noter que ce corridor fait partie des corridors les plus courts en termes de distance avec 222 km. Il est suivi du corridor Sikasso (Mali)-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Le CILSS, avec l'appui de la COFENABVI-AO a également réalisé une enquête de traversée des frontières. Cette enquête fait partie des activités entrant dans le cadre

de l'amélioration des connaissances sur les entraves au commerce, afin de mieux organiser la lutte contre ce fléau. Son objectif général est de contribuer à une meilleure caractérisation des entraves au commerce et des coûts qu'elles induisent dans le but d'améliorer l'identification et la mise en œuvre des mesures les plus aptes à réduire, voire éliminer les entraves au commerce routier. Quatre (4) ateliers de formation des enquêteurs ont été organisés en septembre 2018 au niveau des 4 frontières concernées (Burkina Faso-Ghana, frontière Côte d'Ivoire – Mali, frontière Mali-Sénégal et frontière Niger-Nigeria). Par la suite, les documents méthodologiques de l'enquête ont été validés entre septembre et octobre 2018 après avoir tiré les enseignements de l'enquête pilote réalisée en marge des ateliers de formation.

L'enquête conjointement financée par le PRAPS (3 frontières) et le Projet de Développement de l'Agriculture Familiale du Niger (PRODAF) pour la frontière Niger-Nigeria a démarré en octobre 2018 sur les 4 frontières retenues. Le traitement et l'analyse des données sont en cours.

La mise en place d'un mécanisme pilote d'enregistrement des plaintes contre le racket entre dans le cadre des efforts pour dissuader et combattre les actes de racket routiers. L'activité a été envisagée en partenariat avec des dispositifs mis en place par des projets financés par la SNV (STAMP et MODHEM) et qui comportent un volet interactif de partage et de diffusion d'informations aux acteurs. Compte tenu de l'existence de plusieurs initiatives du même genre dans les pays de la sous-région avec des résultats mitigés, une série de discussions a été menée avec les projets de la SNV pour dégager les axes

de collaboration. Le CILSS a jugé nécessaire de réaliser un état des lieux, afin de s'enquérir des avantages et des limites de chaque initiative. Dans une première phase, ce travail concerne le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali. Le diagnostic va permettre de définir les modalités pour

rendre opérationnels des mécanismes qui permettront aux acteurs de dénoncer des actes qu'ils jugent abusifs lors des contrôles sur les corridors. Les termes de référence ont été finalisés, le consultant identifié et la phase de contractualisation est en cours.



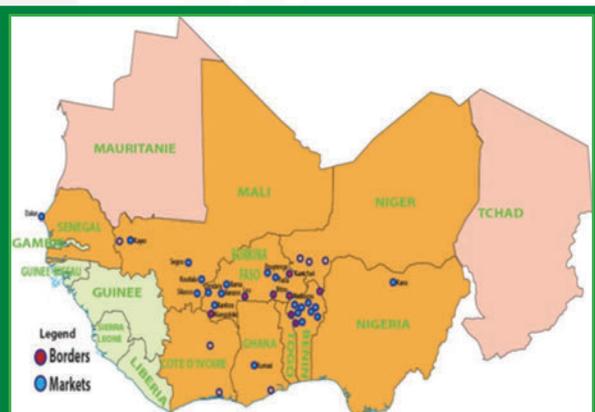
## Résultat attendu: Les acteurs privés des marchés sont informés sur les instruments et outils des politiques régionales de commerce

Le CILSS en collaboration avec les autorités Burkinabé a organisé en février 2018, un atelier national de plaidoyer en vue de la facilitation de la circulation et de la promotion du commerce transfrontalier de la tomate du Burkina Faso vers les autres pays de la région.

Cette rencontre a réuni l'ensemble des acteurs (Burkinabé et Ghanéens) afin de proposer des actions à mettre en œuvre pour promouvoir davantage ce commerce au profit des acteurs notamment des femmes. A la suite de cette réunion les propositions suivantes ont été faites: i) la lutte contre les entraves au commerce des produits périssables; ii) la cartographie des zones de production de la tomate du Burkina ; iii) l'appui à l'organisation des acteurs (producteurs, intermédiaires, acheteurs, transporteurs) de la filière tomate du Burkina ; iv) l'harmonisation des instruments de métrologie pour la commercialisation de la tomate fraîche du Burkina.

A la suite de cet atelier, avec l'appui du CILSS, la Fédération Nationale des Coopératives des Producteurs de tomate du Burkina Faso (F.N.C.P.T/BF) a été mise en place. En mars 2018, une cartographie des zones de production et de commercialisation de la tomate a été produite ainsi qu'un schéma organisationnel des séquences de commercialisation. En juin 2018 la F.N.C.P.T/BF a publié une note de service sur l'harmonisation des instruments de métrologie pour la commercialisation de la tomate fraîche du Burkina. Cette note de service a été envoyée à tous les acteurs nationaux ainsi qu'aux acteurs du Ghana, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Togo et du Nigéria. Cette harmonisation des instruments a permis de réduire la fraude qu'exerçaient les intermédiaires sur les quantités et les prix tant au niveau des producteurs qu'au niveau des commerçants.

### Schémas de quelques flux transfrontaliers



## Résultat attendu: Les transactions commerciales sur les produits agricoles, agro-alimentaires et le bétail sont renforcées dans l'espace Sahel et Afrique de l'Ouest

Pour la promotion et le renforcement du commerce régional des produits agricoles et du bétail, le CILSS organise annuellement une Conférence régionale sur les opportunités d'échanges de produits agricoles et agroalimentaires en Afrique de l'Ouest (CORPAO). Cet événement annuel qui a regroupé 64 participants a permis d'établir des contacts physiques et de faciliter les relations d'affaires entre opérateurs privés de la région Ouest Africaine. Des mini bourses organisées à l'occasion de l'édition de Mai 2018 entre les opérateurs économiques ont permis d'identifier des filières porteuses dans les différents bassins, de développer des relations entre les acteurs et faire des propositions de vente et d'achat.

Il ressort que les filières et les cultures marchandes restent des opportunités considérables pour améliorer les échanges commerciaux dans la région. Pour cela, il serait nécessaire de poursuivre le renforcement des capacités des organisations professionnelles œuvrant dans le domaine faciliter la libre circulation des produits à travers la sensibilisation des acteurs pour la mise en œuvre des textes et réglementations régionaux. En outre l'organisation de cette conférence a permis d'élaborer un tableau des offres et demandes régionales en produits agricoles et du bétail afin de faciliter les échanges.

De façon globale, à travers cet axe stratégique, le CILSS s'est engagé à mettre à la disposition des acteurs du marché régional sahélien et Ouest Africain, des outils et informations nécessaires pour une bonne prise de décision et de promotion du commerce régional des produits agricoles et d'élevage.

Cela s'est traduit au cours de l'année 2018 par le renforcement des SIM (Système d'Information des Marchés) mais surtout par l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données sur les flux transfrontaliers à travers la mise en œuvre des recommandations du DQA ainsi que la production régulière et la diffusion des bulletins et rapports sur la situation du commerce régional



Images de quelques rencontres d'échanges



**Pesticides d'accord, santé et environnement d'abord!!!**



## **PRA POPULATION, GENRE ET DEVELOPPEMENT**

Département Etudes & Recherches Population & Développement Durable (CERPOD)

**☑ Appuyer les pays dans l'élaboration et/ou révision des stratégies et des politiques publiques pour intégrer les questions de population, de transition de la fécondité et de capture du dividende démographique, de nutrition, de genre et d'autonomisation des femmes, de santé reproductive et de VIH/sida.**

**☑ Appuyer les institutions nationales du Sahel et d'Afrique de l'Ouest dans la mise en place et dans l'animation des dispositifs Enquêtes urbaines de conjoncture et HEA, intégrant la dimension revenu des ménages, pour le suivi de la vulnérabilité.**

- Dividende démographique et politiques de population;
- Genre et Automatisation des femmes ;
- Population – Santé – Nutrition ;
- Stratégies, Politiques & Programmes de Population ;
- Formation en Population & Développement.

## Résultat attendu: Les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation d'un mécanisme de coordination, d'analyse et de résolution des problèmes de population pour accélérer la transition démographique et la capture du dividende démographique sont renforcées.

Durant l'année 2018, plusieurs actions ont été menées et ont porté sur :

- Le projet DON IDF clôturé le 30 janvier 2018 dont les Rapports de l'audit final réalisés par la Banque Mondiale sont disponibles à l'INSAH/CILSS.
- L'exécution des activités du PACER Intérimaire / UEMOA portant sur les ateliers nationaux de dissémination des résultats de recherche causale sur la malnutrition et sur l'atelier régional d'analyse causale qui implique 7 pays membres du CILSS (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo, Mali, Niger et Sénégal).

Cette activité n'a véritablement démarré qu'au second semestre 2018 à cause d'une part de la mise en place tardive à l'INSAH/CERPOD des fonds du PACER Intérimaire (fin Février 2018) et d'autre part du temps long mis par l'UEMOA pour approuver la demande de révision budgétaire introduite par l'INSAH/CERPOD en début Mars 2018. Le budget révisé du PACER Intérimaire a été approuvé en Mai 2018. En termes de bilan, on peut retenir :

- L'élaboration de la méthodologie et des outils pour la mise en œuvre des 5 ateliers nationaux de dissémination des résultats de l'analyse causale de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans dans les 5 pays qui ont participé au précédent cycle d'analyse causale (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo, Niger) ;

- La réalisation de 3 missions d'appui technique pour la préparation, la tenue et l'animation des ateliers nationaux de dissémination des résultats de l'analyse causale de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans dans 3 pays membres du CILSS (Bénin, Côte d'Ivoire et Togo) ;

- L'organisation de 3 ateliers nationaux de dissémination des résultats de l'analyse causale de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans ont été exécutés dans 3 pays membres du CILSS (Bénin, Côte d'Ivoire et Togo). Les ateliers nationaux du Burkina Faso et du Niger ont été reportés au premier semestre 2019 ;

- La collecte des données démographiques, économiques, sanitaires et sociales nécessaires à la mise en œuvre des analyses descriptives et multivariées de la malnutrition des enfants de 5 ans des 3 pays (Mali, Niger et Sénégal) qui participeront au prochain cycle d'analyse causale qui se déroulera au Mali durant le premier semestre de l'année 2019. Ce prochain cycle d'analyse causale sera précédé d'une mission préparatoire au Mali, au Sénégal et au Niger et ses résultats seront restitués dans chacun des 3 pays en 2019.

Par ailleurs durant le premier semestre de l'année 2018, le Mali a été appuyé dans l'opérationnalisation et dans la mise en œuvre de sa politique nationale de population, adoptée par le Gouvernement en fin d'année 2017 qui a intégré les conditions de l'atteinte du dividende démographique et de l'autonomisation des femmes avec l'appui technique du CERPOD.

Ce type d'appui technique aux politiques nationales de population, pour y intégrer les conditions de l'atteinte du dividende démographique et de l'autonomisation des femmes, sera étendu, de façon progressive, aux autres pays membres du CILSS selon leurs besoins et selon les cycles de révision et d'actualisation de leurs politiques nationales de population.

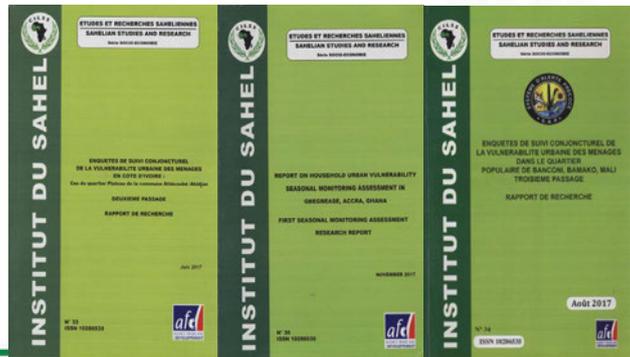
**Résultat attendu : Les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest sont appuyés dans la conception et dans la mise en œuvre d'outils et de dispositifs Enquêtes urbaines de conjoncture et HEA pour intégrer la dimension « revenu des ménages » dans le suivi de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.**

Ce résultat n'était pas planifié dans le POA 2018 du CILSS. Cependant le CILSS été sollicité pour exécuter certaines activités restantes du PASANAO au cours de l'année 2018, avec l'appui financier du PASANAO / AFD-SA à savoir :

- L'organisation de 3 ateliers nationaux de dissémination de la méthodologie et des outils des enquêtes de conjoncture pour l'intégration de la dimension revenu des ménages dans le suivi de la vulnérabilité urbaine des ménages dans 3 pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest (Mali, Côte d'Ivoire et Ghana) ;

Aussi, les données démographiques, économiques et sociales et les indicateurs relatifs à l'autonomisation des femmes et du dividende démographique ont été collectés pour les pays membres du CILSS et pour les pays cibles du projet BAD/P2RS. Cette activité n'a pas pu se poursuivre à cause de la non mise à disposition des ressources prévues dans le P2RS

- La réalisation de 3 missions d'appui technique à la préparation, à la tenue et à l'animation des ateliers nationaux du Mali, de la Côte d'Ivoire et du Ghana ; L'élaboration, l'édition et la publication de 9 Rapports de recherche sur l'intégration de la dimension « revenu des ménages » dans le suivi de la vulnérabilité urbaine des ménages dans 3 pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest dont 4 pour le Mali, 3 pour la Côte d'Ivoire et 2 pour le Ghana. Ces 9 Rapports de recherche sont consultables sur le site web de l'INSAH/CILSS : <http://insah.cilss.int>.



Images de collectes d'information sur les taux de malnutrition

## Résultat attendu: Les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation d'un mécanisme de coordination, d'analyse et de résolution des problèmes de population pour accélérer la transition démographique et la capture du dividende démographique sont renforcées

Durant l'année 2018, plusieurs actions ont été menées et ont porté sur :

- Le projet DON IDF clôturé le 30 janvier 2018 dont les Rapports de l'audit final réalisés par la Banque Mondiale sont disponibles à l'INSAH/CILSS.

- L'exécution des activités du PACER Intérimaire /UEMOA portant sur les ateliers nationaux de dissémination des résultats de recherche causale sur la malnutrition et sur l'atelier régional d'analyse causale qui implique 7 pays membres du CILSS (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo, Mali, Niger et Sénégal). Cette activité n'a véritablement démarré qu'au second semestre 2018 à cause d'une part de la mise en place tardive à l'INSAH/CERPOD des fonds du PACER Intérimaire (fin Février 2018) et d'autre part du temps long mis par l'UEMOA pour approuver la demande de révision budgétaire introduite par l'INSAH/CERPOD en début Mars 2018. Le budget révisé du PACER Intérimaire a été approuvé en Mai 2018. En termes de bilan, on peut retenir :

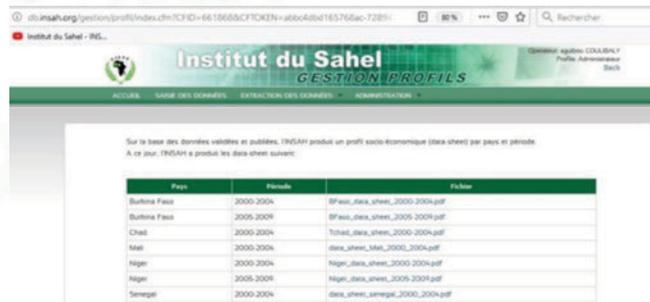
- **La méthodologie et les outils** pour la mise en œuvre des 5 ateliers nationaux de dissémination des résultats de l'analyse causale de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans dans les 5 pays qui ont participé au précédent cycle d'analyse causale (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo, Niger ) ont été élaborés et sont disponibles ;

- **3 missions d'appui technique** ont été apportées à la préparation, à la tenue et à l'animation des ateliers nationaux de dissémination des résultats de l'analyse causale de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans dans 3 pays membres du CILSS (Bénin, Côte d'Ivoire et Togo), à raison d'une mission d'appui technique par pays ;

- 3 ateliers nationaux de dissémination des résultats de l'analyse causale de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans ont été exécutés dans 3 pays : membres du CILSS (Bénin, Côte d'Ivoire et Togo), à raison d'un atelier national par pays. Les ateliers nationaux du Burkina Faso et du Niger ont été reportés au premier semestre 2019 ;

- **La Note Technique sur la méthodologie** de mise en œuvre de l'atelier régional d'analyse causale de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans, qui regroupera les groupes d'Experts nationaux du Mali, du Sénégal et du Niger, a été élaborée et est disponible ;

- **Les données démographiques, économiques, sanitaires et sociales** nécessaires à la mise en œuvre des analyses descriptives et multivariées de la malnutrition des enfants de 5 ans ont été collectées pour les 3 pays (Mali, Niger et Sénégal) qui participeront au prochain cycle d'analyse causale qui se déroulera au Mali durant le premier semestre de l'année 2019. Ce prochain cycle d'analyse causale sera précédé d'une mission préparatoire au Mali, au Sénégal et au Niger et ses résultats seront restitués dans chacun des 3 pays en 2019



Sur la base des données vérifiées et publiées, l'INSAH produit un profil socio économique (état actuel) par pays et période. A ce jour, l'INSAH a produit les données suivantes :

Pays	Période	Fichier
Burkina Faso	2005-2006	BF_Peu_Inde_0005_2006.pdf
Burkina Faso	2005-2006	BF_Peu_Inde_0005_2006.pdf
Chad	2005-2006	Tchad_Peu_0005_2006.pdf
Mali	2005-2006	Inde_Peu_Mali_2005_2006.pdf
Niger	2005-2006	Niger_Peu_0005_2006.pdf
Niger	2005-2006	Niger_Peu_0005_2006.pdf
Niger	2005-2006	Niger_Peu_0005_2006.pdf
Sénégal	2005-2006	Inde_Peu_Senegal_2005_2006.pdf

## DIFFICULTES, LECONS APPRISES et PERSPECTIVES

Les principaux résultats de l'année 2018 de l'INSAH ainsi présentés contribuent de manière substantielle à l'atteinte des objectifs du plan 2015 – 2019. L'obtention de ces résultats était émaillée de nombreuses difficultés ; celles liées à l'insuffisance des ressources financières et humaines constatées à tous les niveaux et la faible diversification des partenaires techniques et financiers. Le mandat de l'institution cadre parfaitement avec les priorités de la région du Sahel et des pays membres du CILSS qui font toujours face à certains défis récurrents, liés à l'augmentation de la production agricole, à la croissance démographique, à la valorisation des ressources naturelles, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'accès aux marchés; au changement climatique et à la résilience des populations.

C'est pourquoi, face à ses défis, l'INSAH travaille sur des thèmes porteurs et intègre parfaitement les cadres de collaboration avec les institutions sous régionales de coopération et de développement. A cet effet l'institut dispose d'une image scientifique améliorée par affiliation à des mécanismes de certifications de qualités (CAMES, UEMOA, CEDEAO, ISO, etc.) où les partenaires techniques et financiers et ceux orientés vers les institutions africaines en particulier sont en général assez ouverts sur les thématiques développées par l'INSAH.

Il conviendra de trouver les voies et moyens pour surmonter les difficultés récurrentes, en particulier la recherche de nouveaux financements et leur diversification, ainsi qu'une meilleure application de l'approche programme au sein du système CILSS.



## SITUATION FINANCIERE

En rappel, le système comptable du CILSS se compose d'une comptabilité budgétaire et d'une comptabilité générale. Ces deux comptabilités sont tenues en francs CFA par année civile allant du 01 janvier au 31 décembre. La comptabilité du CILSS de l'exercice 2018 est tenue conformément au règlement financier du CILSS adopté en Conseil ordinaire des Ministres du CILSS le 26 juin 1998 à Niamey (NIGER), révisé le 2 Octobre 2005 à Nouakchott en Mauritanie et les 23 et 24 mars 2010 à Ndjamena (République du Tchad).

Le référentiel comptable utilisé pour la comptabilité générale est le Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) adopté par le Conseil des Ministres de mars 2006 tenu à Bissau en Guinée Bissau.

Le budget du CILSS est annuellement adopté par le conseil des Ministres du CILSS après son approbation par le Comité Régional de Programmation et de Suivi (CRPS). La situation financière suivra donc la logique annuelle de l'exécution du budget 2018.

### EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE 2018

Le budget 2018 de l'INSAH approuvé par le Conseil des Ministres pour un montant de 2 151 575 720 F CFA a connu un taux d'exécution de 48,04% comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Les interventions qui représentent 59,42% du budget total n'ont connu qu'un taux d'exécution de 42,16%. Ce taux d'exécution faible s'explique principalement par un déficit de mobilisation de ressources financières.

En revanche les frais généraux représentant 4,56% du budget global ont connu un taux d'exécution de 92,08%.

Les charges de personnel qui sont de 34,90 % du budget global ont connu un taux d'exécution de 53,52%. Ce taux d'exécution moyen s'explique essentiellement par :

- le non recrutement de trois experts dont la prise en charge des frais de personnel est prévue sur le financement du Comité Sahélien des Pesticides (CSP) ;
- le recrutement tardif de l'expert Biosécurité qui a finalement pris fonction le 15 Novembre 2018 ;
- l'absence de mobilisation des fonds sur la convention UA/UPSCALERS pour le paiement du salaire de l'expert DREAM.

RUBRIQUES	Budget 2018 approuvé par le Conseil des Ministres A	Budget en extra B	Budget total 2018 C= A+B	Engagement au 31/12/2018 D	Solde budgétaire E= C-D	Taux d'exécution F=D/C
Frais du personnel	750 905 800		750 905 800	401 882 434	349 023 366	53,52%
Frais généraux	98 156 485		98 156 485	90 385 822	7 770 663	92,08%
Investissements	23 850 000		23 850 000	2 201 000	21 649 000	9,23%
Interventions	1 278 663 435		1 278 663 435	539 090 888	739 572 547	42,16%
<b>TOTAL</b>	<b>2 151 575 720</b>		<b>2 151 575 720</b>	<b>1 033 560 144</b>	<b>1 118 015 576</b>	<b>48,04%</b>



33<sup>ème</sup> Journée du CILSS  
12 septembre 2018



Foire d'exposition de produits forestiers  
15 - 16 mai 2018

Page web de l'INSAH, <http://insah.cilss.int>



The screenshot shows the homepage of the Institut du Sahel (INSAH). At the top, there is a logo for CILSS (Comité Permanent Inter-État de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel) and the text 'COMITÉ PERMANENT INTER-ÉTAT DE LUTTE CONTRE LA SÉCHÉRESSE DANS LE SAHEL'. Below this is the main title 'INSTITUT DU SAHEL' and a row of national flags. A navigation menu includes 'L'INSAH', 'DOMAINES D'INTERVENTION', 'PROGRAMMES', 'LE CSP', 'RESSOURCES', 'WEBMAIL', 'OPPORTUNITÉS', and 'CONTACT'. A news ticker at the bottom of the menu displays: 'INSAH INFOS - 09, du 22 juillet au 5 août 2018 • Quatrième CRSPAQ, tenue à Dakar, Sénégal, du 9 au 11 juillet 2018 • Atelier de redynamisation et de renforcement des capacités'. The main content area features a section titled 'Mandat de l'INSAH' with a grid of images and a Twitter feed. The Twitter feed shows a tweet from 'Institut du Sahel @insah\_info' dated 3 days ago, mentioning a final communiqué from the CRSPAQ meeting in Dakar.

Plateforme de l'INSAH de gestion de données  
<http://db.insah.org/gestion/>



The screenshot shows the 'Gestion Bases de Données' (Data Management) platform. The header includes the INSAH logo and the text 'Institut du Sahel GESTION BASES DE DONNEES'. Below the header, there is a section titled 'Sections Disponibles' (Available Sections) with four buttons: 'PESTICIDES', 'PROFILS', 'UTILITAIRES', and 'SORTIE'. The interface is clean and functional, with a search bar at the top right.

## ANNEXE 1: RELATIONS PUBLIQUES ET PARTENARIAT



### Atelier régional de mise à jour du Catalogue Régional des semences, Bamako, 5 – 7 déc. 2018

L'hôtel Laïco Alfarouk de Bamako au Mali a abrité du 5 au 7 décembre 2018 l'atelier régional de mise à jour du

Catalogue Régional des Espèces et Variétés Végétales de l'Afrique de...



### 1ère session ordinaire du CTR du PARIIS, Bamako, 27 novembre 2018

Ce lundi 27 novembre 2018, s'est tenue à Bamako au Mali la Première session ordinaire du Comité Technique Régional (CTR) du Projet d'Appui Régional à

l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel



### Le projet GCP/INT/147/GFF a tenu son 2ème comité de pilotage à Banjul, 8 déc. 2018

Le projet GCP/INT/147/GFF: ÉLIMINATION DES PESTICIDES OBSOÈTES Y COMPRIS LES POP ET RENFORCEMENT DE

LA GESTION DES PESTICIDES DANS LES PAYS MEMBRES DU CILSS, a tenu la réunion de son 2ème Comité de Pilotage..



### Visite de courtoisie de SE Monsieur Louis Verret, Ambassadeur du Canada accrédité au Mali et au Niger à l'INSAH, 30 novembre 2018

Son Excellence Monsieur Louis Verret, Ambassadeur du Canada accrédité au Mali et au Niger

a rendu une visite de courtoisie au Directeur Général de l'INSAH et à son personnel au siège de l'INSAH

Rapport annuel 2018



### Lancement officiel du Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (PARIIS), 8 novembre 2018 à Ouagadougou

Les Gouvernements des six États du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad), la Banque mondiale et leurs partenaires, réunis à l'occasion du Forum de Haut Niveau sur...



### Visite de courtoisie du SE du CLCPRO accompagné du DG du CNLCP du Mali au DG de l'INSAH, 3 novembre 2018

En marge de son séjour au Mali en début du mois de novembre 2018, le Secrétaire exécutif de la CLCPRO, Monsieur Mohamed Lemine Hamouny, accompagné de M. Fakaba Diakit, Directeur du centre.



### 43ème session ordinaire du Comité Sahélien des Pesticides, Bamako, 19-24 novembre 2018

Le Centre Régional d'énergie Solaire (CRES) a abrité ce matin 19 novembre 2018, la cérémonie d'ouverture de la 43ème session ordinaire du Comité Sahélien des Pesticides (CSP).



### Atelier du G5-Sahel de restitution de l'étude diagnostique financée par la BADEA, Nouakchott, les 3, 4 et 5 octobre 2018.

Nouakchott a Nouakchott a abrité ce mardi 2 octobre, la réunion des ministres du développement économique, de l'agriculture, de l'élevage et des pêches du G5 Sahel. L'objectif était de...



### Rencontre G5 Sahel et Alliance Sahel 29-30 octobre 2018 à Niamey

Le 29 octobre 2018 s'est tenue à Niamey en République du Niger, une session ordinaire du Conseil des Ministres du G5 Sahel, sous la présidence du Ministre du Plan de la République du Niger,...



### Atelier de bilan d'exécution du PGES et de réalisation des infrastructures, Bamako/Mali, 10-12 octobre 2018.

L'Hôtel Bouna de Bamako /Mali a abrité mercredi 10 octobre 2018, l'atelier de bilan d'exécution du plan de gestion environnementale et sociale (PGES) et de réalisation des infrastructures...



Déclaration de Ouagadougou de la Recherche Agricole Franco-africaine en appui à l'Initiative Alliance Sahel

Nous, responsables des systèmes nationaux de recherche agricole des Pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), du Sénégal et des institutions de recherche partenaires...



Atelier préparatoire sur l'utilisation des données des flux transfrontaliers du CILSS, Accra, 5-6 septembre 2018

INTRODUCTION Du 05 au 06 septembre 2018, s'est tenu à Accra république du Ghana, il la séance de travail préparatoire sur l'utilisation des données sur les flux transfrontaliers du...



Retraite de finalisation des manuels et guides du dispositif de suivi des flux transfrontaliers et des tracasseries routières, Abidjan/Côte d'Ivoire, du 22 juillet au 5 août 2018

Dans le cadre de la facilitation des échanges commerciaux et la lutte contre les entraves au commerce dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, le CILSS avec l'appui financier de l'USAID



Célébration de la 33ème journée du CILSS au Mali, 12 sept. 2018

A l'invitation de Monsieur Mohamed Makiyou COULIBALY, Secrétaire Permanent du Comité National du CILSS au Mali, il a eu lieu la célébration dans la salle de la Direction des finances et du...



Visite du DG du CPAC à l'INSAH.

Ce mercredi 23 mai 2018, vers 11h10, le Directeur Général de l'INSAH accompagné de certains de ses experts présents a reçu le Directeur Général du CPAC accompagné de son chef de service des homologations



Quatrième CRSPA0, tenue à Dakar, Sénégal, du 9 au 11 juillet 2018

Sur invitation de son Président, le Comité Régional des Semences CEDEAO-UEMOA-CILSS a tenu sa 4ème réunion ordinaire à Dakar, Sénégal, du 9 au 11 juillet 2018.



Atelier de redynamisation et de renforcement des capacités du CONACILSS du Mali, Hôtel Olympe, Bamako, 28 juin 2018

Ce jour, jeudi, 28 juin 2018, a été organisé à l'hôtel Olympe de Bamako, un atelier de redynamisation et de renforcement des capacités des membres du CONACILSS du Mali



Ateliers de formation des SIM2G à Dakar au Sénégal du 2 au 16 mai 2018.

Ateliers de formation des SIM sur l'analyse des marchés en lien avec la sécurité alimentaire et sur la gestion et la mise en ligne des données en SIM2G. Dans le cadre de la mise en œuvre de...



Listes des pesticides autorisés depuis la 42ème Session du CSP, Bamako, Mali, 21-26 mai 2018

Les listes des pesticides autorisés depuis la 42ème session ordinaire du CSP en Mai 2018: Téléchargez la liste des pesticides autorisés par la 42ème Session ordinaire du CSP (Mai 2018)...



Appui de l'INSAH/CILSS à la tenue d'ateliers nationaux de partage de la méthodologie des enquêtes urbaines du 11 au 26 avril 2018

Démarrage par CILSS/INSAH/CERPOD d'une série d'ateliers nationaux de partage des outils et de la méthodologie des enquêtes urbaines de référence et de suivi conjoncturel de la...



Cérémonie de clôture de l'édition 2018 de la CORPAO, HOTEL PALACE Ouaga 2000, Ouagadougou, Burkina Faso, 17 - 19 mai 2018

Cérémonie de clôture de l'édition 2018 Conférence régionale Sur les opportunités d'échanges de produits agricoles et agroalimentaires dans le sahel et en Afrique de l'ouest (CORPAO)...



Organisation de l'Édition 2018 de la CORPAO, HOTEL PALACE, Ouagadougou, Burkina Faso, 17 - 19 mai 2018.

Du 17 au 19 mai 2018 s'est tenue l'hôtel PALACE à Ouagadougou au Burkina Faso, la Conférence Régionale sur la situation agricole et alimentaire et les opportunités d'affaires en Afrique de...



1er FORUM REGIONAL sur les Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL), HOTEL PALACE Ouaga 2000, Ouagadougou, Burkina Faso, 15 et 16 mai 2018

1er FORUM REGIONAL sur les Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL), HOTEL PALACE Ouaga 2000, Ouagadougou, Burkina Faso, 15 et 16 mai 2018 Thème : « Valorisation des PFNL à haute valeur nutritive.



Collaboration entre l'INSAH/CILSS et l'ONG américaine We-Empower (W-E), ce mercredi 2 mai 2018.

Renforcement de la collaboration entre l'INSAH/CILSS et l'ONG américaine We-Empower (W-E) Mercredi 2 mai 2018, le DG accompagné de certains de ses experts



Foire d'exposition de produits forestiers non ligneux des pays du Sahel et quelques interviews

FORUM REGIONAL sur les Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL), HOTEL PALACE Ouaga 2000, Ouagadougou, Burkina Faso, 15 et 16 mai 2018 Foire d'exposition de produits forestiers non ligneux des pays...



Visite de travail Directeur Exécutif du CORAF /WECARD, Dr Abdou TENKOUANO avec le DG de l'INSAH, Dr Mohamed Abdellahi EBEE accompagné de ses experts en présence de son Excellence Monsieur le Secrétariat Exécutif du CILSS en mission à Bamako / Mali avec le Directeur Exécutif à Bamako le 21 février 2018.



Le CILSS à la 18ème édition du Forum de Bamako sur la sécurité, le développement et la paix

Ce forum de trois jours est organisé par la Fondation Forum de Bamako avec le soutien de ses partenaires. La cérémonie d'ouverture des travaux était présidée par le Premier ministre,...



En prélude des prochaines instances statutaires du CILSS, son Excellence Dr. Djimé ADOUM, Secrétaire Exécutif du CILSS, accompagné du Secrétaire Exécutif adjoint, et du Directeur Général de l'Institut du Sahel ont été reçus le 11 janvier 2018 en audience par le Ministre de l'Agriculture du Mali, Ministre Coordonnateur du CILSS Excellence Dr Nango DEMBELE.



A quelques jours de la tenue des instances à Niamey, le SE a eu quelques séances de travail avec le Ministre Coordonnateur du CILSS, son Excellence Dr Nango DEMBELE sur les dossiers relatifs à la vie de l'institution. Cette dernière rencontre a eu lieu le 29 janvier dans le bureau du Ministre



Le DG de l'INSAH, Dr Mohamed Abdellahi EBBE a représenté le Secrétaire Exécutif à l'atelier de lancement technique du Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (PARIIS) qui

a eu lieu à Nouakchott du 22 au 24 janvier 2018.



Ce lundi 12 février 2018, l'INSAH a reçu la visite de Madame Pam White, ex Directrice de l'USAID au Mali et Ambassadeur en Gambie et en Haïti. Le DG de l'INSAH et ses experts ont tenu à faire une brève présentation de l'INSAH/CILSS à Madame et son équipe. Lavisite a été bien appréciée de part et d'autre et les contacts ont échangés pour le maintien de la collaboration.



Sur invitation de la CEDEAO, Dr. Mohamed Abdellahi EBBE, Directeur Général de l'Institut du Sahel (INSAH) a été désigné pour représenter le Secrétaire Exécutif à cette rencontre de haut niveau sur

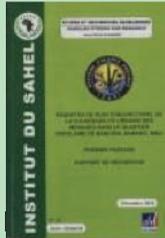
les intrants agricoles et leur réglementation qui a eu lieu le 13 sept 2018 à Dakar.

## ANNEXE 2 : QUELQUES PUBLICATIONS

Bilan des enquêtes urbaines Mali, Côte d'Ivoire & Ghana dans le cadre du PASANAO (Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest), par Dr Keffing DABO, chef du département CERPOD / INSTITUT DU SAHEL (INSAH / CILSS, Chef d'équipe des chercheurs et Coordonnateur de la recherche des 9 Rapports d'enquêtes élaborés et validés dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet au sujet de l'activité 123 : Intégrer la dimension revenue des ménages dans le suivi de la vulnérabilité des ménages dans les zones urbaines au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

1. Mali: 4 Rapports d'enquêtes;
2. Côte d'Ivoire: 3 Rapports d'enquêtes;
3. Ghana: 2 Rapports d'enquêtes

Item	Titre des rapports et lien web	Référence « Etudes & Recherches sahéliennes » (ERxxx) et code dans la base de données RAyyy
1	<p>ENQUETES URBAINES POUR L'INTEGRATION DE LA DIMENSION « REVENU DES MENAGES » DANS LE SUIVI DE LA VULNERABILITE DES MENAGES DANS LE QUARTIER D POPULAIRE DE BANCONI, BAMAKO, MALI ETUDE DE BASE RAPPORT DE RECHERCHE. février 2015.            lien:<a href="http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER27-enquetes%20urbaine%20RM%20dans%20suivi%20VUM%20Banconi%20Mali%20EB%20fev2015.pdf">http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER27-enquetes%20urbaine%20RM%20dans%20suivi%20VUM%20Banconi%20Mali%20EB%20fev2015.pdf</a>            lien court : <a href="https://goo.gl/aoAHjx">https://goo.gl/aoAHjx</a></p>	 <p>ER27 / RA-2852</p>
2	<p>ENQUETES URBAINSES POUR L'INTEGRATION DE LA DIMENSION «REVENU DES MENAGES » DANS LE SUIVI DE LA VULNERABILITE DES MENAGES EN COTE D'IVOIRE, Etude de base, rapport de recherche.            lien:  <a href="http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER28-enquetes%20urbaine%20RM%20dans%20suivi%20VUM%20Cote%20Ivoire%20EB%20Dec2015.pdf">http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER28-enquetes%20urbaine%20RM%20dans%20suivi%20VUM%20Cote%20Ivoire%20EB%20Dec2015.pdf</a>            lien court : <a href="https://goo.gl/6UTQcH">https://goo.gl/6UTQcH</a></p>	 <p>ER28 / RA-2845</p>

Item	Titre des rapports et lien web	Référence « Etudes & Recherches sahéliennes » (ERxxx) et code dans la base de données RAyyy
3	<p>ENQUETES DE SUIVI CONJONCTUREL DE LA VULNERABILITE URBAINE DES MENAGES DANS LE QUARTIER POPULAIRE DE BANCONI, BAMAKO, MALI PREMIER PASSAGE RAPPORT DE RECHERCHE Déc 2016.</p> <p>lien: <a href="http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER29_enquete%20suivi%20conjoncturel%20VUM%20Banconi%201p%20Bamako%20Mali%20dec2016.pdf">http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER29_enquete%20suivi%20conjoncturel%20VUM%20Banconi%201p%20Bamako%20Mali%20dec2016.pdf</a></p> <p>lien court : <a href="https://goo.gl/JQ6vEK">https://goo.gl/JQ6vEK</a></p>	 <p>ER29 / RA-2846</p>
4	<p>STUDY ON THE INTEGRATION OF « HOUSEHOLDS INCOME » IN THE MONITORING OF HOUSEHOLD VULNERABILITY IN GBEGBEASE, ACCRA, GHANA. BASELINE REPORT STUDY, RESEARCH REPORT. August 2016.</p> <p>lien: <a href="http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER30-Ghana_Baseline%20study%20integration%20of%20households%20income%20MHV%20Gbegbease%20Accra%20august2016.pdf">http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER30-Ghana_Baseline%20study%20integration%20of%20households%20income%20MHV%20Gbegbease%20Accra%20august2016.pdf</a></p> <p>lien court: <a href="https://goo.gl/g8M67d">https://goo.gl/g8M67d</a></p>	 <p>ER30 / RA-2847</p>
5	<p>ENQUETES DE SUIVI CONJONCTUREL DE LA VULNERABILITE URBAINE DES MENAGES EN COTE D'IVOIRE : Cas du quartier Plateau de la commune Attécoubé /Abidjan PREMIER PASSAGE RAPPORT DE RECHERCHE mars 2017.</p> <p>lien: <a href="http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER31_enquete%20suivi%20conjoncturel%20VUM%20Attécoubé%20Abidjan%201p%20RC1%20mars2017.pdf">http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER31_enquete%20suivi%20conjoncturel%20VUM%20Attécoubé%20Abidjan%201p%20RC1%20mars2017.pdf</a></p> <p>lien court : <a href="https://goo.gl/qKZ2k9">https://goo.gl/qKZ2k9</a></p>	 <p>ER31 / RA-2848</p>

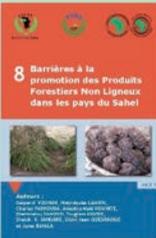
Item	Titre des rapports et lien web	Référence « Etudes & Recherches sahéliennes » (ERxxx) et code dans la base de données RAyyy
6	<p>ENQUETES DE SUIVI CONJONCTUREL DE LA VULNERABILITE URBAINE DES MENAGES DANS LE QUARTIER POPULAIRE DE BANCONI, BAMAKO, MALI DEUXIEME PASSAGE RAPPORT DE RECHERCHE mars 2017.</p> <p>lien: <a href="http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER32_enquete%20suivi%20conjuncturel%20VUM%20Banconi%20p%20Bamako%20Mali%20mars2017.pdf">http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER32_enquete%20suivi%20conjuncturel%20VUM%20Banconi%20p%20Bamako%20Mali%20mars2017.pdf</a></p> <p>lien court : <a href="https://goo.gl/cmXDge">https://goo.gl/cmXDge</a></p>	 <p>ER32 / RA-2849</p>
7	<p>ENQUETES DE SUIVI CONJONCTUREL DE LA VULNERABILITE URBAINE DES MENAGES EN COTE D'IVOIRE : Cas du quartier Plateau de la commune Attécoubé /Abidjan DEUXIEME PASSAGE RAPPORT DE RECHERCHE</p> <p>lien: <a href="http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER33_enquete%20suivi%20conjuncturel%20VUM%20Attécoubé%20Abidjan%20p%20RCI%20Juin2017.pdf">http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER33_enquete%20suivi%20conjuncturel%20VUM%20Attécoubé%20Abidjan%20p%20RCI%20Juin2017.pdf</a></p> <p>lien court : <a href="https://goo.gl/yaEzVK">https://goo.gl/yaEzVK</a></p>	 <p>ER33 / RA-2850</p>
8	<p>ENQUETES DE SUIVI CONJONCTUREL DE LA VULNERABILITE URBAINE DES MENAGES DANS LE QUARTIER POPULAIRE DE BANCONI, BAMAKO, MALI TROISIEME PASSAGE RAPPORT DE RECHERCHE, aout 2017.</p> <p>lien: <a href="http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER34_enquete%20suivi%20conjuncturel%20VUM%20Banconi%20p%20Bamako%20Mali%20aout2017.pdf">http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER34_enquete%20suivi%20conjuncturel%20VUM%20Banconi%20p%20Bamako%20Mali%20aout2017.pdf</a></p> <p>lien court : <a href="https://goo.gl/ayuwSj">https://goo.gl/ayuwSj</a></p>	 <p>ER34 / RA-2851</p>

Item	Titre des rapports et lien web	Référence « Etudes & Recherches sahéliennes » (ERxxx) et code dans la base de données RAyyy
9	<p>REPORT ON HOUSEHOLD URBAN VULNERABILITY SEASONAL MONITORING ASSESSMENT IN GBEGBEASE, ACCRA, GHANA FIRST SEASONAL MONITORING ASSESSMENT RESEARCH REPORT November 2017</p> <p>lien:  <a href="http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER35-Ghana%20Report%20HUV%20first%20seasonal%20monitoring%20assessment%20Gbegbease%20Accra%20nov2017.pdf">http://publications.insah.org/share/doc/documents/ER35-Ghana%20Report%20HUV%20first%20seasonal%20monitoring%20assessment%20Gbegbease%20Accra%20nov2017.pdf</a></p> <p>lien court: <a href="https://goo.gl/YmLFQ3">https://goo.gl/YmLFQ3</a></p>	 <p>ER35 / RA-2844:</p>

Trois documents produits dans le cadre du « Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle Récurrente au Sahel (P2RS) » et validés lors du forum régional tenu à Ouagadougou les 15 et 16 mai 2018. Il s'agit des documents suivants :

- « Catalogue régional des arbres et arbustes alimentaires des terroirs sahéliens et soudaniens d'Afrique de l'Ouest : vers une meilleure valorisation de leurs potentiels nutritionnels »;
- « Caractéristiques physico-chimiques de Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) à haute valeur nutritive des terroirs Soudano-Sahéliens d'Afrique de l'Ouest » ;
- « Barrières à la promotion des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL), intérêt alimentaire dans les pays du Sahel »

Item	Titre des rapports et lien web	Référence « Etudes & Recherches sahéliennes » (ERxxx) et code dans la base de données RAyyy
1	<p>Catalogue régional des arbres et arbustes alimentaires des terroirs sahéliens et soudaniens d'Afrique de l'Ouest : vers une meilleure valorisation de leurs potentiels nutritionnels.</p> <p>lien: <a href="http://publications.insah.org/share/doc/documents/catalogue%20regional%20produits%20forestiers%20non%20ligneux.pdf">http://publications.insah.org/share/doc/documents/catalogue%20regional%20produits%20forestiers%20non%20ligneux.pdf</a></p> <p>lien court: <a href="https://goo.gl/XD1M1f">https://goo.gl/XD1M1f</a></p>	 <p>RA-2841</p>

Item	Titre des rapports et lien web	Référence « Etudes & Recherches sahéliennes » (ERxxx) et code dans la base de données RAyyy
2	<p>Caractéristiques physico-chimiques de Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) à haute valeur nutritive au Sahel</p> <p>lien: <a href="http://publications.insah.org/share/doc/documents/Caract%C3%A9ristiques%20physico-chimiques%20de%20Produits%20Forestiers%20Non%20Ligneux%20(PFNL)%20%C3%A0%20haute%20valeur%20nutritive%20au%20Sahel.pdf">http://publications.insah.org/share/doc/documents/Caract%C3%A9ristiques%20physico-chimiques%20de%20Produits%20Forestiers%20Non%20Ligneux%20(PFNL)%20%C3%A0%20haute%20valeur%20nutritive%20au%20Sahel.pdf</a></p> <p>lien court: <a href="https://goo.gl/taYJyU">https://goo.gl/taYJyU</a></p>	 <p>RA-2842</p>
3	<p>8 Barrières à la promotion des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) dans les pays du Sahel</p> <p>lien: <a href="http://publications.insah.org/share/doc/documents/8%20Barri%C3%A8res%20%C3%A0%20la%20promotion%20des%20Produits%20Forestiers%20Non%20Ligneux%20dans%20les%20pays%20du%20Sahel.pdf">http://publications.insah.org/share/doc/documents/8%20Barri%C3%A8res%20%C3%A0%20la%20promotion%20des%20Produits%20Forestiers%20Non%20Ligneux%20dans%20les%20pays%20du%20Sahel.pdf</a></p> <p>lien court: <a href="https://goo.gl/gpm5mq">https://goo.gl/gpm5mq</a></p>	 <p>RA-2843</p>
4	<p>Tweet 3 Nouvelles parutions de l'@INSAH_infos dans le cadre du P2RS sur la valorisation des PFNL :</p> <p><a href="https://twitter.com/INSAH_infos/status/1049228926877425664">https://twitter.com/INSAH_infos/status/1049228926877425664</a></p> <p>1) Catalogue régional des PFNL, <a href="https://goo.gl/XD1M1f">https://goo.gl/XD1M1f</a> ;  2) Caractéristiques physico-chimiques des PFNL, <a href="https://goo.gl/taYJyU">https://goo.gl/taYJyU</a> ;  3) 8 Barrières à la promotion des PFNL, <a href="https://goo.gl/gpm5mq">https://goo.gl/gpm5mq</a> .</p>	

## Publications dans le domaine de la protection des végétaux :

Item	Titre des rapports et lien web	Page document
1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Liste des pesticides autorisés par la 43ème session ordinaire du Comité Sahélien des Pesticides (Novembre 2018), <a href="http://www.insah.org/doc/liste_pesticides_autorises_43e_Session_CSP_Nov-2018.pdf">http://www.insah.org/doc/liste_pesticides_autorises_43e_Session_CSP_Nov-2018.pdf</a></li> <li>Liste globale des pesticides autorisés par le Comité Sahélien des Pesticides Version de Novembre 2018, <a href="http://www.insah.org/doc/liste_globale_pesticides_autorises_par_CSP_version_Nov-2018.pdf">http://www.insah.org/doc/liste_globale_pesticides_autorises_par_CSP_version_Nov-2018.pdf</a></li> <li>Liste des pesticides autorisés par la 42ème session ordinaire du Comité Sahélien des Pesticides (Mai 2018), <a href="http://www.insah.org/doc/liste_pesticides_autorises_42e_Session_CSP_mai-2018.pdf">http://www.insah.org/doc/liste_pesticides_autorises_42e_Session_CSP_mai-2018.pdf</a></li> <li>Le BOARD de la société savante des orthoptéristes dans le monde vient de désigner Dr Mohamed Abdellahi EBBE, DG de l'INSAH comme son Directeur Exécutif : <a href="http://140.247.96.247/orthsoc/about_us.php">http://140.247.96.247/orthsoc/about_us.php</a></li> <li>Dans le cadre du prochain Congrès International de l'Orthoptérologie de ladite société, prévu en mars 2019 à Agadir au Maroc, j'organise un symposium scientifique intitulé: Grasshopper and locust management and control : <a href="http://www.ico2019morocco.com/?page_id=640">http://www.ico2019morocco.com/?page_id=640</a></li> <li>Dans le cadre de la communication et la contribution dans la visibilité des activités techniques du CILSS et de ses partenaires, j'ai pris l'initiative de co-publier dans le bulletin trimestriel de ladite société (largement diffusée au niveau international), un rapport sur le projet SERVIR avec la gentille collaboration des collègues: NDOYE et Maiga (Point 7 de table of content : [7] REGIONAL REPORTS [7] North and Sahelian Africa by I.H. MAIGA, S.G. NDOYE &amp; M.A. OULD BABAH EBBE (voir fichier joint: Metaleptea 38[2]jointe).</li> <li>Une nouvelle publication scientifique réalisée avec divers chercheurs du Sahel, du Maghreb et de l'Europe vient d'être acceptée. Ce papier intitulé : SMOS based high resolution soil moisture estimates for desert locust preventive management ; présente les premières tentatives d'inclure les informations sur l'humidité du sol détectée à partir des satellites dans les outils disponibles pour les gestionnaires du problème acridien. Voir lien : <a href="https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2352938517302392">https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2352938517302392</a></li> </ul>	 <p><input type="checkbox"/> lien web : <a href="http://insah.cilss.int">http://insah.cilss.int</a>  <input type="checkbox"/> RESSOURCES /Protection intégrée des végétaux</p> 

2	<p>Le BOARD de la société savante des orthopédistes dans le monde vient de désigner Dr Mohamed Abdellahi EBBE, DG de l'INSAH comme son Directeur Exécutif:</p> <p><a href="http://140.247.96.247/orthsoc/about_us.php">http://140.247.96.247/orthsoc/about_us.php</a></p>	
3	<p>Dans le cadre du prochain Congrès International de l'Orthoptérologie de ladite société, prévu en mars 2019 à Agadir au Maroc, j'organise un symposium scientifique intitulé: Grasshopper and locust management and control :</p> <p><a href="http://www.ico2019morocco.com/?page_id=640">http://www.ico2019morocco.com/?page_id=640</a></p>	
4	<p>Dans le cadre de la communication et la contribution dans la visibilité des activités techniques du CILSS et de ses partenaires, j'ai pris l'initiative de co-publier dans le bulletin trimestriel de ladite société (largement diffusée au niveau international) , un rapport sur le projet SERVIR avec la gentille collaboration des collègues: NDOYE et Maiga [Point 7 de table of content : [7] REGIONAL REPORTS [7] North and Sahelian Africa by I.H. MAIGA, S.G. NDOYE &amp; M.A. OULD BABA EBBE (voir fichier joint: Metaleptea 38[2]jointe)</p>	 <p>Figure 3. Logo of the Orthoptera Laboratory.</p> <p>SMOS based high resolution soil moisture estimates for desert locust preventive management</p>
5	<p>Une nouvelle publication scientifique réalisée avec divers chercheurs du Sahel, du Maghreb et de l'Europe vient d'être acceptée. Ce papier intitulé : « SMOS based high resolution soil moisture estimates for desert locust preventive management » ; présente les premières tentatives d'inclure les informations sur l'humidité du sol détectée à partir des satellites dans les outils disponibles pour les gestionnaires du problème acridien. Voir lien : <a href="https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2352938517302392">https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2352938517302392</a></p>	<p>Author links open overlay panel</p> <p>Maria Jose Escorihuela Olivier Merlin Vivien Stefana Gorka Moyano Omar Ali Eweysac Mehrez Zribib Sidi Kamarad Ahmed Salem Benahid Mohamed Abdallah Babah EBBE Jamal Chihranef Said Ghaout Sory Cissé Fakaba Diakité Mohammed Lazarh Thierry Pellarini Manuela Grippaj Keith Cressmark Cyril Piouftm</p>



COMITÉ PERMANENT INTER- ÉTATS DE LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE DANS LE SAHEL  
PERMANENT INTERSTATES COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL



# INSTITUT DU SAHEL

## RAPPORT ANNUEL 2018

Equipe éditoriale

Directeur des publications : Dr Mohamed Abdellahi EBBE  
Chef d'équipe de rédaction : Dr André KONE, Chef de l'Unité Suivi-Evaluation  
Appui à l'édition : Monsieur Aguibou COULIBALY, Chef UCID

Publication  
Institut du Sahel (INSAH)  
B.P : 1530, Bamako, Mali,  
Tél: [223] 20 22 47 06  
Fax: [223] 20 22 78 31  
Email: [administration.insah@cilss.int](mailto:administration.insah@cilss.int)  
Site Web: [insah.cilss.int](http://insah.cilss.int)

### Nos partenaires

